

SEANCES DU VENDREDI 13 JUILLET 1990
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 13 JULI 1990ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS (Discussion):

Projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1989.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Hatry, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 2674.

Discussion et vote des articles, p. 2677.

Projet de loi concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Bayenet, rapporteur, Dufaux, Hatry, M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministère van Onderwijs*, p. 2678.

Discussion et vote des articles, p. 2681.

Projet de loi modifiant la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime.

Discussion et vote des articles, p. 2684.

Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Discussion et vote des articles, p. 2685.

Projet de loi modifiant l'article 51 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERPEN VAN WET EN VOORSTELLEN (Beraadslaging):

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid van het begrotingsjaar 1989.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Hatry, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 2674.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2677.

Ontwerp van wet betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Bayenet, rapporteur, Dufaux, Hatry, de heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Economische Zaken en het Plan, belast met de herstructurering van het ministerie van Onderwijs, blz. 2678.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2681.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 23 september 1931 op de aanwerving van het personeel der zeevisserij.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2684.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 14 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2685.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 51 van de wet van 13 juli betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Discussion et vote de l'article unique, p. 2686.

Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Eicher, M. Coëme, ministre de la Défense nationale, p. 2686.

Projet de loi visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Van Eetvelt, rapporteur, Mmes Truffaut, Harnie, Mme Smet, secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation sociale, adjoint au Premier ministre, p. 2687.

Discussion et vote des articles, p. 2689.

Proposition de résolution relative à la sauvegarde des forêts tropicales.

Discussion. — *Orateurs*: M. Henneuse, rapporteur, Mme Hanquet, MM. Patacr, De Belder, Mmes Dardenne, Aelvoet, p. 2690.

Beraadslaging en stemming over het enig artikel, blz. 2686.

Voorstel van wet tot wijziging van artikel 19 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Eicher, de heer Coëme, minister van Landsverdediging, blz. 2686.

Ontwerp van wet ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Van Eetvelt, rapporteur, de dames Truffaut, Harnie, mevrouw Smet, staatssecretaris van Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister, blz. 2687.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2689.

Voorstel van resolutie betreffende de bescherming van het tropisch regenwoud.

Beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Henneuse, rapporteur, mevrouw Hanquet, de heren Patacr, De Belder, de dames Dardenne, Aelvoet, blz. 2690.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen, secrétaire, prend place au bureau.

Mevrouw Panneels-Van Baelen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.

De vergadering wordt geopend te 10 h 5 m.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL DE L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1989

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID VAN HET BEGROTINGSJAAR 1989

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1989.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid van het begrotingsjaar 1989.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

De heer Priëls verwijst naar zijn verslag.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, je souhaiterais intervenir brièvement sur trois points dans le cadre du projet de loi ajustant le budget 1989 du ministère de l'Emploi et du Travail: en premier lieu, sur certains aspects non encore élucidés de l'arrêté royal du 14 août 1989; en second lieu, sur certains aspects inquiétants de l'évolution du chômage et de ses dépenses et, en troisième lieu, sur les perspectives sociales qui s'offrent aujourd'hui à nous.

J'évoquerai donc tout d'abord l'arrêté royal du 14 août 1989 modifiant l'article 125 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 concernant la réglementation du chômage.

Si je suis obligé, ce matin, d'évoquer une fois encore cet arrêté royal qui, je le rappelle, permet d'étendre aux étudiants ayant terminé leurs études et de nationalité tunisienne ou marocaine, les avantages de l'indemnisation du chômage, ce n'est pas dû au ministre, dirai-je, et moins encore à moi-même.

En effet, cette problématique sur laquelle je suis déjà intervenu à plusieurs reprises, semble éluder une réponse. Ainsi, au sujet de l'arrêté royal datant du 14 août 1989, j'ai été amené à poser une question écrite, le 7 septembre de la même année 1989. Cette dernière étant restée sans réponse, je suis intervenu dans l'élaboration du budget, pour l'année 1990, afin d'interroger le ministre sur ce point. N'ayant pas obtenu la réponse promise au cours du débat sur le budget de 1990, j'ai posé à nouveau une question écrite, absolument identique à la première, le 6 mars 1990.

N'ayant toujours pas reçu la réponse au moment de la discussion de l'ajustement du budget de 1989, je me suis permis de revenir sur cet ajustement dans le débat en commission. Le ministre a alors clairement et franchement répondu à toutes les questions mais, ô catastrophe, un point important ne s'est pas retrouvé dans le rapport — ce dont d'ailleurs ni le ministre ni la commission ne sont responsables puisque confiance avait été accordée au rapporteur — et il ne figurait pas davantage dans la lettre que le ministre m'a adressée, annonçant la réponse officielle. Je veux parler du coût budgétaire de l'arrêté royal qui, je le répète, étend aux jeunes étudiants tunisiens et marocains l'indemnisation du chômage telle qu'elle est pratiquée à l'égard des Belges.

Je demande formellement au ministre de confirmer le chiffre de 600 millions qu'il a cité lors du débat en commission et que j'aurais aimé retrouver dans le rapport, ce qui ne fut pas le cas, ou du moins dans sa lettre, ce qui ne fut pas le cas non plus!

Je me permets d'insister vivement sur ce point parce que si l'opération dont question coûte réellement 600 millions, cela signifie qu'il s'agit pratiquement d'une augmentation de 5 p.c. du budget de l'Emploi et du Travail, ce qui n'est nullement un montant négligeable. Au moment où le gouvernement est obligé de racler tous les fonds de tiroirs, d'essayer de grappiller partout de l'argent, voilà d'un coup sec, avec une rapidité et avec une introduction immédiate au budget, l'extension à deux pays, d'une disposition relative au chômage, opération qui représente 5 p.c. du budget!

Pour cette raison, je demande, sur ce point, au ministre la confirmation officielle du chiffre qu'il a cité en commission, c'est-à-dire 600 millions.

Venons-en à la seconde réflexion: le problème général du chômage, un des problèmes clés, du point de vue socio-économique, qui se pose dans notre pays.

Il ressort des rapports récents du Fonds monétaire international et de l'OCDE qu'en réalité, l'aspect économique du chômage est réglé et que ce sont essentiellement les retombées de notre réglementation, particulièrement avantageuse sous certains angles, mais parfois moins sous d'autres, qui sont responsables du taux élevé, officiel, de chômage que connaît notre pays.

Le ministre qui attachera son nom à une clarification et à une simplification en ce domaine méritera, j'en suis convaincu, des lauriers car notre réglementation est, en effet, une des plus complexes. Elle présente un caractère tracassier et je veux parler ici du pointage quotidien que nous sommes d'ailleurs les seuls à appliquer parmi les pays qui ont un régime d'assurance chômage digne de ce nom. Bien que tracassier, ce contrôle n'est guère efficace car il n'empêche pas le travail au noir.

Notre système est relativement généreux en ce sens qu'il permet de bénéficier pour une durée illimitée du régime du chômage alors que tous les autres pays de la Communauté européenne imposent, en la matière, des frontières, des barrières, des limites. Ainsi l'Allemagne impose des maxima de 6 mois à 2 ans, le Danemark 2,5 ans, la France 15 à 60 mois, la Grande-Bretagne 6 mois, l'Italie un an, le Luxembourg deux ans, les Pays-Bas, souvent sur la même longueur d'onde que nous, 9 mois à 4,5 ans. En dehors des pays de la Communauté européenne, se situent le Canada qui impose un maximum de 10 mois, le Japon 90 à 300 jours, la Suède, qui n'est pourtant pas un modèle de politique sociale, un maximum de 300 jours, les Etats-Unis, 7 à 30 semaines, selon les Etats.

Sur la base de ces chiffres, on peut considérer que notre réglementation va, semble-t-il, trop loin en ce qui concerne la durée d'admissibilité du chômage. Elle n'est, par contre, pas généreuse, contrairement à ce que l'on pourrait croire quant au montant. En effet, nous faisons dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, un saupoudrage à un niveau très bas, ce qui ne donne satisfaction ni aux véritables chômeurs involontaires ni à ceux qui souhaiteraient que ce chômage coûte moins cher, dans l'ensemble, à la collectivité.

Les indemnités que nous accordons se situent de 23 à 28 000 francs par mois, probablement indexées à l'heure actuelle de deux tranches. Mais pour établir une comparaison avec les autres pays, je garde ces deux chiffres.

Les indemnités s'élèvent, en Allemagne, de 48 à 80 000 francs, au Danemark de 41 000 à 52 000 francs, en Espagne à environ

36 000 francs, mais avec beaucoup de complexité, en France et en Grande-Bretagne, où les niveaux sont inférieurs aux nôtres, à 14 000 et à 12 000 francs, en Italie, à 23 000 francs, au Luxembourg, à 46 000 francs, aux Pays-Bas, de 50 000 à 60 000 francs, soit le double de notre niveau, ce qui confirme d'ailleurs que si la législation de ce pays est moins généreuse que la nôtre quant à la durée, elle l'est davantage quant aux indemnités accordées. Tout ce qui précède est indicatif car la réglementation est complexe et fort différente de la nôtre.

Pour conclure, notre système ne mérite certainement pas d'avoir une réputation d'efficacité. Les quelques chiffres que je vais vous citer indiquent clairement l'écart croissant — que le ministre a confirmé en commission — entre les véritables chômeurs et ceux qui pourraient prétendre à des titres divers et parfois pour des sommes minimales au bénéfice d'une indemnité résultant non pas de leurs besoins, mais strictement de certaines conséquences de la législation adoptée à un moment où la situation économique-sociale était différente. En effet, il est extraordinaire que d'une part, nous ayons, en pratique, 340 000 chômeurs complets alors que, d'autre part, un total de 714 000 personnes puissent se prévaloir, à des titres divers, d'être des chômeurs non soumis à la réglementation de contrôle pour des raisons sociales, familiales ou d'études, des chômeurs âgés ou à temps partiel ou des chômeurs dont le chômage a été interrompu.

Cette différence entre les deux chiffres s'explique comme suit: 47 000 chômeurs sont dispensés pour des raisons familiales ou sociales, 4 000 poursuivent des études, 77 000 sont des chômeurs âgés et surtout 220 000 sont des chômeurs à temps partiel, soit un pourcentage extrêmement élevé du total. Il ne faut pas oublier non plus les prépensionnés qui théoriquement sont aussi des chômeurs, mais soumis, bien entendu, à un autre régime.

Au vu de ces chiffres, on comprend, monsieur le ministre, que le budget « chômage » de 1991 reste, à raison de 90 p.c. à peu près au niveau de celui de 1985 lorsque s'est amorcée, de façon très visible, et l'on peut s'en réjouir, la courbe descendante vers moins de chômage et plus d'emploi.

Depuis six ans donc les chiffres en matière de chômage oscillent aux environs de 90 p.c. du maximum connu en 1985. Au cours de la période allant de 1985 à 1991, le chômage complet a diminué de 87 000 unités, soit environ 20 p.c.; le chômage partiel, quant à lui, a régressé de 48 p.c. En 1991, les prévisions sont les suivantes: sur cent allocataires qui perçoivent évidemment des allocations de niveaux différents cinquante seulement seront des chômeurs complets; les cinquante autres émargeront à des régimes spéciaux mis au point pour la plupart au cours de la période de crise que nous avons connue de 1975 à 1986.

L'excellente mesure relative à l'indemnisation du chômage partiel adoptée par votre prédécesseur en 1982 a contribué, à l'époque, à la création de nombreux emplois à temps partiel pour lesquels la demande était, et est toujours, très forte. Aujourd'hui, néanmoins, le niveau de cette indemnisation doit être revu. Son opportunité et la pertinence de la réglementation adoptée par M. Hansenne, alors ministre de l'Emploi et du Travail, doivent également retenir notre attention. Le but essentiel de cette réglementation était d'éviter l'accroissement de la masse des chômeurs qui déferlaient alors sur le marché de l'emploi.

Vous devrez faire face à ce type de problèmes, monsieur le ministre. La réglementation, notamment, nécessitera votre intervention. Vous en avez d'ailleurs déjà adopté certains aspects, entre autres la nécessité d'un minimum d'emploi partiel à tiers-temps pour pouvoir bénéficier du régime. D'autres éléments se présenteront peut-être, qui consisteront à ne pas considérer qu'une personne active à mi-temps et chômeuse à mi-temps a droit à exactement la moitié de l'indemnité de chômage normale perçue par un chômeur à 100 p.c. La solution préconisée par la FGTV, envisageant le paiement d'une sécurité sociale, à 100 p.c., par les travailleurs occupés à temps partiel, déplace le problème et met fin à toute forme de flexibilité. Quelle que soit l'opinion politique que l'on a à l'égard de cette flexibilité il est évident que notre société, actuelle et future, aura de plus en plus besoin de cette flexibilité. La solution préconisée par la FGTV constitue, en fait, un transfert de fardeau; elle ne résout en rien le problème de l'emploi des travailleurs en question.

Il vous appartient donc, monsieur le ministre, dans ce domaine, d'examiner très attentivement la manière dont les données sur papier peuvent être corrigées. Aujourd'hui, comme les éléments budgétaires, ces données ne reflètent plus du tout la réalité sociale dans le domaine de l'emploi. La réglementation doit être corrigée; le budget doit être allégé et ce, sans sacrifier la flexibilité applicable tant aux travailleurs qu'aux entreprises. Au regard de certains modèles étrangers, la Suède, pays à hauts salaires, est un excellent exemple. J'invite tous ceux qui sont soucieux de concilier le progrès social et l'efficacité économique à s'inspirer de l'attitude suédoise. Comme je l'ai dit, dans ce pays, la limite maximum est fixée à 300 jours d'indemnité de chômage. En outre, de façon très évidente, cette nation veille à améliorer la qualification des travailleurs. Il n'est, par ailleurs, pas permis à un chômeur de refuser un emploi.

Délaissant le problème du chômage proprement dit, j'émettrai quelques brèves considérations à propos des frais administratifs affectés au paiement des indemnités de chômage.

Deux catégories d'organismes paient les indemnités de chômage: d'une part, la CAPAC, caisse publique qui représente seulement une fraction marginale, c'est-à-dire environ 20 p.c., des indemnités qui sont payées et, d'autre part, à concurrence de 80 p.c., les organisations syndicales reconnues.

Bien que les organisations syndicales s'en défendent, on a le sentiment qu'on n'a jamais eu de véritable audit, de contrôle de l'efficacité des fonds qui sont consacrés au paiement des indemnités de chômage.

L'argument-clé, l'argument-massue, que les organisations syndicales avancent pour attester de leur bonne gestion est le suivant: par rapport aux chômeurs indemnisés et aux montants qui sont distribués et par rapport à ce que reçoivent les organisations syndicales, la CAPAC coûte plus cher. C'est un fait incontestable.

M. Seeuws. — La CAPAC paie beaucoup plus tard!

M. Hatry. — Mais est-ce vraiment là la norme pour juger de l'efficacité? La comparaison avec une administration publique est-elle vraiment l'élément sur lequel on peut se fonder?

Les frais administratifs de gestion et de distribution des indemnités de chômage ne sont pas du tout négligeables puisque, sur un montant total de 3,9 milliards 650 millions sont affectés à la CAPAC et un peu plus de 3 milliards aux organisations syndicales.

Sur ce plan, j'aimerais savoir si on n'envisage pas un audit d'efficacité qui pourrait éventuellement être effectué par le ministre. On peut toujours améliorer les données. Pourquoi aussi ne pas s'efforcer de réduire les frais de gestion de la CAPAC?

Si vous agissiez sur cet organisme, le terme de comparaison s'améliorant, les organisations syndicales se verraient obligées d'améliorer leur gestion si elles veulent garder sans intervention extérieure, même d'un auditeur, la gestion et la responsabilité de leur caisse. Réduisez les finances et améliorez l'efficacité de la CAPAC et les syndicats pourraient s'aligner sur cet organisme mieux géré! Celui-ci serait alors un modèle au lieu d'être un repoussoir.

Le dernier point sur lequel je voudrais intervenir dans le cadre de l'ajustement de ce budget concerne les perspectives devant lesquelles nous nous trouvons au milieu de cette année en matière sociale.

En commission, j'ai déjà fait remarquer à quel point 1990 était une année charnière pour la compétitivité de notre économie. Je sais que la norme de compétitivité doit en principe être respectée, mais celle-ci est comme une armée: elle est très bonne aussi longtemps que l'on ne doit pas s'en servir. Je suggère que nous nous servions le moins possible de cette norme de compétitivité qui risque d'être une presse de dix tonnes pour écraser une noisette. Pourquoi l'année 1990 est-elle une année dangereuse? C'est d'abord l'année du renouvellement de la convention collective interprofessionnelle et de la plupart des grandes conventions sectorielles.

Des négociations ont déjà commencé dans l'ombre et, dans certains secteurs, les cahiers de revendications sont déjà sur la table. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas modérés. Par ailleurs, du fait de la haute conjoncture que nous connaissons, les entreprises devraient être moins réticentes à octroyer des augmen-

tations de salaires, puisqu'elles ne peuvent pas se permettre, dans les circonstances présentes, beaucoup de conflits sociaux. Ces mêmes résultats suscitent un appétit certain de la part des organisations syndicales. Le climat est donc idéal pour des dérapages, des accidents, à l'image de ceux que l'on a connus à la fin de la précédente haute conjoncture, au début des années 70. La norme de compétitivité ne sera pas un garde-fou à cet égard, ou seulement trop tard.

Vous avez, monsieur le ministre, une très grande responsabilité personnelle dans le résultat de ces négociations, parce que votre département englobe le corps très important des conciliateurs sociaux, et l'on ne me démentira pas dans cette assemblée si je considère que ce corps joue un rôle essentiel.

Trop souvent, les conciliateurs sociaux reçoivent comme mot d'ordre de mettre fin, à n'importe quel prix, à tout conflit réel ou potentiel. Je dirai que la plume qu'on leur permet de mettre à leur chapeau est souvent conditionnée par le nombre de conflits qu'ils ont réussi à régler et le nombre de conventions au bas desquelles ils ont apposé leur signature, comme garants des engagements pris par les employeurs et les travailleurs.

M. Egelmeers. — Ce n'est pas vrai, monsieur Hatry.

M. Hatry. — Je dirai toutefois que, dans les circonstances présentes, il ne faut certes pas susciter des conflits, mais adopter une attitude ferme et rappeler à tous nos membres que, si nous ne sommes pas vigilants, dans l'état actuel de la conjoncture du pays, nous risquons de nous embarquer dans une nouvelle aventure semblable à celle qui a failli faire s'effondrer l'économie belge à la fin des années 70.

Par conséquent, monsieur le ministre, je crois qu'en votre qualité de chef du corps des conciliateurs sociaux, il vous appartient de tracer, pour ces responsables de la solution des conflits sociaux, une ligne de conduite qui leur rappelle que la compétitivité de l'économie belge, sur les fruits de laquelle doit reposer le progrès social, doit tout autant être prise en considération que le souci de mettre fin à d'éventuels conflits.

Trop souvent, cela n'a pas été fait dans le passé et je souhaite, monsieur le ministre, que dans les mois qui viennent vous donniez des indications claires aux conciliateurs sociaux quant à leur vocation, non pas seulement de conciliateurs de conflits, mais aussi de responsables de la bonne solution à de tels conflits, afin de maintenir l'équilibre compétitif du pays.

Voilà, monsieur le Président, un certain nombre de considérations que je voudrais soumettre à la réflexion du Sénat, à l'occasion du débat sur ce budget ajusté de 1989. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Van den Brande, ministre.

M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail. — Monsieur le Président, je voudrais répondre de manière ponctuelle aux différents problèmes soulevés par M. Hatry.

En ce qui concerne l'article 125, je comprends le souci du sénateur Hatry, mais je tiens à préciser que je n'ai jamais avancé ce montant de 600 millions.

Ce qui me frappe, monsieur Hatry, c'est que dans votre question écrite, vous faites mention de 300 millions, c'est-à-dire le montant que j'avais donné dès le début, en réponse à des questions que vous m'aviez posées, ainsi que d'autres membres de la commission.

Quoi qu'il en soit, je confirme ce que je dis depuis un an et demi, à savoir que ces 300 millions s'appliquent aux ressortissants tunisiens et marocains, dans les mêmes conditions qu'aux Belges, ainsi d'ailleurs qu'aux ressortissants turcs et autres.

Cette décision n'a pas été prise à la hâte, mais a fait l'objet d'une discussion qui dure depuis cinq ans au moins, notamment sur le plan international, au point de vue juridique.

M. Hatry. — Ce montant vaut-il pour l'année pleine?

M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail. — Oui. Il s'agit donc bien d'un montant de 300 millions. Aucun doute ne subsiste à ce sujet, et cette mesure était nécessaire pour les nombreuses raisons que j'ai émises.

En ce qui concerne la clarification en matière de chômage, je confirme que la réécriture de la réglementation du chômage sera

probablement réalisée pour le mois de septembre, au plus tard pour le mois d'octobre. Ce travail, bien qu'il soit effectué pour la première fois, est très important. J'espère que le résultat sera lisible.

Depuis 1963, cette réglementation a fait l'objet de plus de cent septante changements. Le cadre institutionnel s'est également modifié. C'est ce qui nous a amené à décider de réécrire les dispositions en question.

J'en arrive maintenant aux chiffres du chômage, question qui me préoccupe également. Il faut distinguer, d'une part, le chômage que j'appellerai « physique » — et qui a heureusement diminué — et, d'autre part, le chômage « budgétaire ».

Je me permettrai de vous livrer un chiffre en la matière. En 1972, le nombre d'actifs était, en Belgique, de 3 850 000 exactement. Le chiffre actuel est identique, la seule grande différence provenant du taux de chômage qui, à cette époque, était de 2,5 p.c. alors qu'il est maintenant de 9 p.c. L'explication structurelle tient assurément à la participation beaucoup plus importante des femmes au marché de l'emploi. Par ailleurs, la réglementation du chômage a connu un certain nombre d'extensions: les dispositions en matière d'allocations d'attente et de prépension, les mesures prises à juste titre par le gouvernement précédent en ce qui concerne le temps partiel, mesures que je continue à exécuter, etc.

Le marché du travail est donc formé, d'une part, par les personnes disponibles pour un emploi et par d'autres catégories — je l'ai dit il y a déjà trois ou quatre semaines — que nous avons « insérées » — pas seulement ce gouvernement mais aussi le gouvernement précédent — pour des motifs sociaux et d'équité. Aucun malentendu ne peut donc exister en la matière.

La diminution pour les chômeurs entièrement disponibles pour le marché du travail du coût des allocations de chômage peut être estimée à 4 p.c. depuis 1988, mais il faut tenir compte de cette distorsion dont je parlais tout à l'heure entre le chômage « budgétaire » et le chômage « physique ». La préoccupation de tout ministre de l'Emploi et du Travail qui se respecte est d'essayer de prendre des mesures telles que celles que j'ai prises les années précédentes et de les poursuivre.

Par ailleurs, je crois que le chômage peut effectivement diminuer lorsque les possibilités d'emploi seront plus importantes, ce qui découle évidemment aussi des réalités économiques.

En ce qui concerne les frais d'administration, il y a dix jours, j'ai longuement répondu à une interpellation de M. Bock. J'en ai aussi parlé à d'autres occasions. Comme vous le savez, les syndicats et les organismes privés de paiement demandaient un montant de 2 350 millions. Le gouvernement a décidé de leur accorder seulement un montant de 1 300 millions, en trois phases de respectivement 600, 400 et 300 millions. Ce montant de 600 millions est peut-être à l'origine du malentendu, monsieur Hatry.

Compte tenu des conclusions de l'audit Andersen, dont la première phase a débuté en 1987 et dont la deuxième phase est en voie de finalisation, il apparaît qu'il sera possible, pour les prochaines années, d'aboutir à un système ne donnant pas lieu à des discussions sur les paramètres. Je suis convaincu, et pas uniquement en raison d'un quelconque pluralisme, qu'un service de l'Etat monolithique chargé du paiement des allocations de chômage ne coûterait pas moins cher.

Quant à la compétitivité, dont le gouvernement se soucie également, elle fait l'objet de la loi de janvier 1989 qui prévoit notamment l'association des partenaires sociaux, qui pourront émettre leur avis. Il est clair qu'en cas de conflits, les conciliateurs sociaux ont un rôle important dans le système du dialogue social. Malgré tout, la responsabilité des acteurs sociaux et économiques demeure prépondérante. J'ajoute que vers octobre ou novembre, nous serons fixés quant à la conclusion de l'accord interprofessionnel souhaité par les patrons et les syndicats. Quoi qu'il en soit, la compétitivité constitue une base réelle pour l'accroissement de l'emploi et la santé de nos entreprises.

Telles étaient, monsieur le Président, les réponses que je souhaitais apporter aux questions et réflexions de M. Hatry. (Applaudissements.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (Voir documents nos 980-1 et 2, session 1989-1990, du Sénat de Belgique.)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (Zie stukken nrs. 980-1 en 2, zitting 1989-1990 van de Belgische Senaat.)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden :

1. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder Titel I — Lopende uitgaven, en onder Titel II — Kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid voor het begrotingsjaar 1989 worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken) :

	Nier- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Aanpassingen lopend			
jaar	- 5 041,8	—	—
Bijkredieten voor vroeger jaren	70,3	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Aanpassingen lopend			
jaar	- 1,2	—	—
Bijkredieten voor vroegere jaren	0,1	—	—

Article 1^{er}. Les crédits prévus au Titre I — Dépenses courantes, et au Titre II — Dépenses de capital, du budget du ministère de l'Emploi et du Travail de l'année budgétaire 1989, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Ajustements année courante	- 5 041,8	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	70,3	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Ajustements année courante	- 1,2	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	0,1	—	—

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. De kredieten met betrekking tot de bezoldigingen van het personeel aangeworven op grond van het koninklijk besluit van 27 februari 1989 tot uitwerking van de programmawet van 30 december 1988, Titel III, hoofdstuk II, uitgetrokken op de artikels 11.03 en 01.01, Titel I en op artikel 66.02, Titel IV, kunnen overgedragen worden op het artikel 87.10.15.48 van de sectie « Verrichtingen voor order van Thesaurie ».

Art. 2. Les crédits relatifs aux rémunérations des contractuels subventionnés recrutés sur base de l'arrêté royal du 27 février 1989 d'exécution de la loi-programme du 30 décembre 1988, Titre III, chapitre II et prévus aux articles 11.03 et 01.01 du Titre I et à l'article 66.02 du Titre IV, peuvent être transférés à l'article 87.10.15.48 de la section « Opérations pour ordre de la Trésorerie ».

— Aangenomen.

Adopté.

II. Diverse bepalingen

Art. 3. De Schatkist is gemachtigd om voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen betreffende de rekening 87.10.15.48 van de sectie « Verrichtingen voor order van de Thesaurie » een debettoestand veroorzaken.

II. Dispositions diverses

Art. 3. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives au compte 87.10.15.48 de la section « Opérations d'ordre de Trésorerie » créent une position débitrice de ce compte.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 4. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI CONCERNANT L'ACCREDITATION DES ORGANISMES DE CERTIFICATION ET DE CONTRÔLE, AINSI QUE DES LABORATOIRES D'ESSAIS

Discussion générale et vote des articles

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE ACCREDITATIE VAN CERTIFICATIE- EN KEURINGSINSTELLINGEN, ALSMEDE VAN BEPROEVINGSLABORATORIA

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Bayenet, rapporteur. — Monsieur le président, les membres de la commission de l'Economie, à l'unanimité, se sont réjouis de l'examen de ce projet de loi.

En effet, depuis quelques années, les problèmes de certification et d'accréditation de laboratoires ainsi que ceux relatifs à l'assurance de la qualité ont gagné en importance dans la plupart des pays industrialisés.

Par ailleurs, la Communauté économique européenne prépare d'une manière active le grand marché de 1992 et tente d'harmoniser les réglementations et les normes nationales.

Devant la complexité du système tel qu'il avait été conçu par la Commission interministérielle pour la qualité, présidée par le directeur général de l'administration de l'industrie, le projet de loi retenu finalement est un projet de loi-cadre.

Il est destiné à arrêter des règles générales en vue d'accréditer les organismes de certification et de contrôle et également les laboratoires d'essai.

Ce projet doit permettre de répondre directement aux dispositions et aux actions entreprises au niveau européen en matière de certification.

Il vise à créer en Belgique, au niveau national, une structure officielle permettant aux laboratoires et aux organismes de certification et de contrôle d'être plus crédibles au niveau international.

Les principales caractéristiques du système sont : sa perspective européenne, sa simplicité et son pragmatisme, sa crédibilité, garantie par la création d'un Conseil national d'accréditation et de certification, ainsi que son respect des autorités régionales et communautaires.

La structure à mettre en place au niveau belge peut se définir de la manière suivante : d'abord, le Conseil national, qui constitue l'organe essentiel pour assurer la coordination et la cohérence de l'ensemble du système, et ensuite, autour de ce Conseil national, trois entités distinctes qui seront créées : l'Organisation belge de l'étalonnage, qui existe déjà, l'Organisation belge pour les laboratoires d'essai et les organismes de contrôle, et enfin l'Organisation belge pour la coordination de la certification.

Trois niveaux de fonctionnement sont prévus : la coordination, l'accréditation et l'exécution.

Le débat en commission a surtout permis un large échange de vues. Il a porté essentiellement sur les points suivants : premièrement, l'aspect législatif de ce projet. Chacun s'est réjoui, en effet, que dans ce type de matière, la technique la plus efficace soit précisément celle de la loi-cadre.

Le projet donne la priorité à l'efficacité plutôt qu'aux problèmes de procédure.

La commission a acté également que les arrêtés royaux d'exécution seront soumis à l'approbation du Parlement.

La commission a également constaté l'association des Communautés et Régions au travail réglementaire, bien que ce système vise des compétences nationales.

Par ailleurs, ce système ne remet nullement en cause les compétences attribuées aux Communautés et Régions et prévues à l'article 6, paragraphe premier, de la loi spéciale du 8 août 1988 des réformes institutionnelles.

Deuxièmement, le financement du système. Plusieurs commissaires ont abordé les problèmes suscités par la création d'un fonds. Pourquoi pas une ASBL ?

La loi récente sur la comptabilité de l'Etat est très sévère à l'égard des fonds. Comment et par qui ce fonds sera-t-il alimenté ? Le ministre nous a précisé que le montant annuel de 2 millions de francs, prévu pour les frais de fonctionnement, sera à charge du budget du ministère des Affaires économiques, tandis que le fonds lui-même sera alimenté par les organismes et les laboratoires.

L'Inspection des finances ainsi que le ministre du Budget ont marqué leur accord à cet égard.

Les tarifs seront maintenus, dans la mesure du possible, à un niveau raisonnable par rapport aux autres Etats membres de la Communauté économique européenne.

Aujourd'hui, il est techniquement impossible d'évaluer le volume exact des activités du Conseil national de l'accréditation et de la certification.

Troisièmement, le fonctionnement du système. Le projet garantit le principe du libre choix; il s'agit, en fait, d'une double liberté: les organismes de certification, de contrôle ainsi que les laboratoires sont libres de demander l'accréditation; au niveau des producteurs, ils ont le libre choix d'un organisme ou d'un laboratoire, accrédité ou pas.

Les agents de l'Etat « contrôleurs » interviendront dans le cadre de l'Inspection générale économique. Il leur faudra un mandat délivré par le juge, par exemple pour pénétrer dans un enclos, et ils ne pourront agir que sous la surveillance du procureur général.

Après ce large échange de vues, le projet et les articles furent adoptés à l'unanimité des membres présents. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dufaux.

De heer Dufaux. — Mijnheer de Voorzitter, ik feliciteer de rapporteur voor het degelijk verslag dat hij over dit ontwerp van wet maakte. Wij kozen hem terecht als rapporteur en het was ook correct vertrouwen in hem te hebben om dit verslag zonder voorafgaande lezing in de commissie meteen in openbare vergadering naar voren te brengen.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, de SP-fractie heeft mij de opdracht gegeven u te feliciteren met het ontwerp. Wij keuren de doelstelling goed om in België op nationaal niveau een officiële structuur op te zetten waardoor laboratoria en certificatie- en keuringsinstellingen op internationaal niveau geloofwaardiger worden. Zo kan worden vermeden dat instellingen of ondernemingen zich in het buitenland moeten laten accrediteren of certificeren. Dit ontwerp van kaderwet waarmee u algemene regels voor de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen en van beproevingslaboratoria vastlegt, is het beste middel om deze problematiek te regelen.

De jongste jaren is de belangstelling voor vraagstukken in verband met certificatie en accreditatie van laboratoria en het verlenen van een kwaliteitswaarborg in de meeste landen, maar vooral in de lid-staten van de Europese Gemeenschap, voortdurend toegenomen. Dit verwondert ons uiteraard niet. De bedrijven worden immers verplicht een concurrentieslag te voeren, niet enkel meer inzake prijzen, maar ook op het vlak van de kwaliteit van de producten of diensten. De klant kan dus rustig eisen dat producten of diensten aan kwaliteitsvoorwaarden voldoen en kan hiervoor tevens de nodige bewijzen vragen. Daarom is het noodzakelijk dat men een overeenkomstigheidscertificatie kan vragen voor laboratoriumproeven en dat de kwaliteit kan worden gewaarborgd.

Het hoeft ons dan ook niet te verwonderen dat er ten opzichte van klant en leverancier zelfstandige instellingen komen die kunnen waarborgen dat de gegevens die over een bepaald product worden verstrekt, inderdaad met een welbepaalde referentie overeenstemmen. Zo verklaart men de noodzaak aan en het ontstaan van zelfstandige laboratoria speciaal belast met het uitvoeren van proeven en kwaliteitscontrole. Met dit ontwerp van kaderwet tracht de minister de betrouwbaarheid van de diverse types van zelfstandige instellingen waarop een beroep kan worden gedaan, te regelen.

Dat gekozen werd voor een systeem van vrijwilligheid draagt onze goedkeuring weg. Aan de instellingen wordt niets opgelegd, maar zij kunnen vrijwillig meewerken om een geloofwaardige referentie te bekomen. Enkel de certificatie-instellingen, keuringsinstellingen en beproevingslaboratoria die het wensen, kunnen een aanvraag doen om in het Belgisch accreditatiesysteem te worden opgenomen. Bovendien is het positief dat op geen enkele wijze het recht wordt beperkt van privé-persoon, ondernemingen of openbare besturen om in het kader van de geldende wetgeving voor hun aankopen een beroep te doen op certificatieprocedures of -instellingen.

De oprichting van de Nationale Raad voor accreditatie en certificatie is het juiste middel om op lange termijn de internationaal vereiste geloofwaardigheid te bereiken. De SP-fractie is bekommerd om de correcte vertegenwoordiging van de consument in de Nationale Raad.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, wij kenden dan ook graag uw standpunt hierover. U heeft in de commissie verklaard dat u bereid was over de uitvoeringsbesluiten van dit ontwerp van kaderwet met de commissieleden overleg te plegen. Wij juichen dit toe. Wij zijn uiteraard vooral bekommerd om de bescherming van de consument, die noodzakelijkerwijze moet voortvloeien uit een betere, internationaal gecoördineerde en geünificeerde controle. De SP-fractie vraagt u erop toe te zien dat schaalvergroting en internationalisering leiden tot strengere criteria en zo ook voor de consument tot betere producten. U merkt dat de SP-fractie vooral bekommerd is om de gevolgen van deze wetgeving voor de verbruiker, meer dan om de gevolgen voor de bedrijfswereld, hoewel het belang van deze laatste ons niet geheel is ontgaan en wij daarvoor eveneens bekommerd zijn. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, ce projet de loi s'inscrit dans la préparation de l'Europe de 1993 et comporte des mesures qui, de toutes celles à adopter par les pays membres, sont des plus importantes pour garantir l'unité du Marché commun, constitué progressivement en 32 ans. Il s'agit d'un pas décisif et fondamental qui a aussi été qualifié de « nouvelle approche ».

Avant l'adoption de l'Acte unique, en 1986, la normalisation européenne, condition préalable à l'acceptation des produits par tous les pays membres, requerrait l'accord unanime de ces derniers. La préparation de tels accords nécessitant de longues années, ce n'est guère avant le XXI^e siècle que nous aurions vu un nombre de produits, relativement significatif, répondre aux standards et contraintes européennes pour réaliser ainsi le véritable Marché commun.

L'insertion de l'article 100 A permettant le vote de directives à la majorité qualifiée au sein du Conseil en la matière, a favorisé le passage à une vitesse supérieure et la préparation des conditions nécessaires à la libre circulation des produits, dès l'instant où des produits fabriqués ou importés sont agréés dans un des pays de la Communauté européenne.

L'agrégation et l'attestation de conformité doivent bien entendu être subordonnées à un certain nombre de normes minimales de qualité et de sécurité, ce qui nécessitera la création d'institutions susceptibles de certifier, garantir et vérifier le respect de ces normes. Telle est la portée de ce projet de loi qui dotera la Belgique d'un système d'institutions visant à répondre à cet objectif. Comme d'habitude, nous ne sommes pas parmi les premiers à avoir pris ces dispositions ni heureusement, les derniers. S'il n'est pas trop tard, il est temps car l'industrie réclame depuis longtemps la création de ces institutions.

Dès à présent, le nouveau système a fourni la preuve de son efficacité puisque nous disposons déjà — l'énumération figure dans le rapport de la Chambre — d'un ensemble de directives du Conseil adoptées dans les conditions que je viens de décrire et qui portent sur des sujets très délicats.

Je pense notamment aux directives adoptées de 1987 à nos jours relatives aux réceptifs à pression, à la sécurité des jouets, à l'important problème des produits de construction, à la compatibilité électro-magnétique, aux machines dans leur ensemble et enfin, aux équipements de protection individuelle. Il s'agit des six premières directives adoptées, dont l'importance et la large couverture ne peuvent nous échapper.

De façon plus précise, je voudrais aborder le contenu du projet qui a d'ailleurs recueilli notre approbation en commission mais à l'égard duquel subsistent certaines questions. Celles-ci portent sur l'article premier, qui requiert de ma part deux précisions et une recommandation d'exclusion sur l'article 2, paragraphe 1 *in fine* et enfin sur l'article 5. Tout d'abord, les industriels relèvent une certaine confusion dans la terminologie, dans la mesure où la disposition de l'article premier prévoit notamment la certification « de système de qualité ».

Or, un tel système constitue la structure organisationnelle de la gestion de la qualité et, en principe, concerne uniquement la direction de l'entreprise.

Un « système de qualité » dépasse de loin ce qui, en fait, doit être l'objectif du projet de loi, à savoir l'organisation de l'assurance de la qualité. Un système est un ensemble institutionnel qui fonctionne au sein d'une entreprise et qui permet d'aboutir à un résultat, en l'occurrence, la qualité. Mais ce que doivent faire les organismes dont la création et le financement sont envisagés par le projet de loi, c'est organiser l'assurance de la qualité et il ne nous semble pas acceptable que le législatif et moins encore l'exécutif — puisque nous sommes en présence d'un projet de loi de véritable habilitation dans de nombreux domaines — interviennent dans l'organisation pratique de la gestion de l'entreprise.

Par ailleurs, on peut se poser la question de savoir s'il faut parler de certification, « d'assurance de la qualité », ces termes figurant dans le texte de l'article premier.

Ce qui doit être certifié, c'est le système d'assurance de la qualité établi de façon à pouvoir satisfaire aux exigences des normes européennes appliquées à un produit ou à une famille de produits relevant des mêmes techniques de production.

Plutôt que de parler de « certification d'assurance », il nous paraît plus judicieux de certifier un « système » qui assure la qualité.

J'en viens à l'attribution ou non du « label » de qualité dont il est question *in fine* de l'article premier, premier alinéa.

On peut se demander si un tel « label » de qualité est une marque de certification. En réalité, la notion de label de qualité se situe dans un contexte très différent de la certification, voire extrêmement commercial. Le label de qualité est, en effet, régi par la législation sur les pratiques du commerce. Dès lors, on peut se demander si ce terme a bien sa place dans cette législation.

En fait, ce que l'on veut, c'est conférer un niveau de qualité et non plus uniquement une conformité à une spécification technique.

Le projet de loi, me dit-on, a été soumis à une discussion entre les parties intéressées — des milieux industriels notamment : les fabrications métalliques et mécaniques et la construction en particulier — pour répondre aux exigences européennes en matière d'attestation de conformité aux exigences essentielles de sécurité des directives ou en matière de reconnaissance réciproque de certificat de conformité à d'autres spécifications.

L'attribution du label, me dit-on encore, n'a jamais, elle, fait l'objet d'une étude, en tout cas entre les partenaires économiques qui ont été consultés lors de la préparation du présent projet. Je m'interroge donc sur le bien-fondé de l'insertion de la notion de label à la fin du premier alinéa de l'article premier.

Une autre réflexion concerne l'article 2, paragraphe 1 *in fine*, ainsi libellé : « Ce conseil national sera notamment composé de représentants des autorités nationales, régionales et communautaires, de l'Institut belge de la Normalisation, des entreprises et des consommateurs. »

Au sein de quel groupe la représentation des laboratoires dans ce conseil national est-elle assurée ? Sous quelle forme seront-ils associés à ce conseil national ? C'est une question à laquelle le débat qui s'est déroulé en commission n'a pas apporté de réponse.

Enfin, ma dernière remarque concerne l'article 5, véritable loi d'habilitation car il confère des pouvoirs considérables à l'exécutif.

L'opposition, tout en reconnaissant et en souhaitant l'efficacité de la loi, usera, ainsi que vous le lui avez indiqué, monsieur le ministre, de la possibilité de prendre connaissance des arrêtés d'exécution préalablement à la signature royale de façon à pouvoir éventuellement formuler des commentaires sous l'angle du pouvoir législatif.

Une question subsiste cependant à l'égard de cet article 5.

*M. Erdman, vice-président
prend la présidence de l'assemblée*

Nous nous interrogeons sur le point de savoir si nous ne sommes pas confrontés au risque que le ministre édicte de plus en plus d'exigences pour les produits au détriment d'une certifica-

tion volontaire à laquelle il faut laisser un certain degré de liberté. Il faut se garder de vouloir édicter des normes contraignantes pour tous les produits, équipements et biens de consommation courante ou durable. C'est précisément cette différence qui distingue notre type d'économie de celui que nous voyons s'effondrer dans les pays de l'Est. Les pouvoirs publics ne doivent pas intervenir dans tous les domaines. Un degré certain d'action autonome doit être laissé aux entreprises.

Telle est ma conclusion, monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Claes, Vice-Premier ministre.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires économiques et du Plan, chargé de la restructuration du *ministerie van Onderwijs*. — Monsieur le Président, je tiens à remercier la commission compétente du Sénat de sa volonté avérée de faire encore aboutir ce projet au cours de la présente session parlementaire.

Je remercie également le rapporteur, M. Bayenet, de son rapport à la fois très complet et parfaitement représentatif des travaux effectués en commission.

Ik dank de heer Dufaux voor de steun die hij mij in naam van de SP-fractie heeft verleend. Hij beklemtoonde terecht het kenmerk van de vrijwiligheid aan ten ontwerp.

Ik kan nog geen precieze cijfers geven over de samenstelling van de Nationale Raad. Ik heb in elk geval de nadruk erop gelegd dat de consumenten in deze raad dienen vertegenwoordigd te zijn.

Mijnheer Hatry, de voornaamste ontwerpen van koninklijk besluit zullen vooraf door de bevoegde commissies worden besproken. Er zal worden nagegaan of de consumenten al dan niet voldoende zullen zijn vertegenwoordigd in de Nationale Raad.

M. Hatry, en parlant de système, a donné une interprétation de la terminologie à laquelle je puis souscrire. Le but de ce projet de loi est parfaitement clair. Il s'agit de reconnaître des instituts et des laboratoires qui, à leur tour, seront considérés comme compétents pour confirmer que des produits ou des services répondent aux normes prévues par la Communauté.

Un deuxième objectif est, en effet, poursuivi et trouve sa place ici. Les instituts reconnus seront aussi à même d'octroyer des labels de qualité. Bien que ce but ne soit pas visé par la Communauté européenne dans le cadre du marché interne, dans les pratiques industrielles et commerciales d'aujourd'hui, non seulement le prix des produits et des services joue un rôle important dans la concurrence mais également la qualité. De plus en plus, d'ailleurs, le producteur s'adresse, à cet effet, à des instituts et à des laboratoires qualifiés.

Les clients ou les clients potentiels peuvent ainsi recevoir confirmation, de la part d'instances neutres, de la publicité faite par le producteur.

Le fait de reconnaître ces instituts leur permettra et de contrôler la qualité, et de vérifier la conformité des produits et des services avec les normes établies au niveau européen.

J'avoue qu'il ne m'est pas encore possible de répondre à votre troisième question, monsieur Hatry.

Les laboratoires seront-ils représentés, comme tels, au Conseil national ? Dans l'affirmative, figureront-ils parmi les représentants de l'industrie ou des consommateurs ?

A ce sujet, je vous demande de m'octroyer un temps de réflexion. Je puis cependant vous assurer que des concertations interviendront avant la publication des projets d'arrêtés et que, par conséquent, une solution pourra être apportée au problème que vous avez évoqué.

Mijnheer de Voorzitter, morgen zal er in de media niet veel te doen zijn over dit ontwerp. Ik ben er nochtans van overtuigd dat het een zeer belangrijk ontwerp is. Het vormt, zoals de heren Hatry en Dufaux reeds zegden, een essentiële voorwaarde voor de realisatie van de Europese interne markt. Men kan immers de vrije circulatie van goederen en diensten niet goed organiseren, wanneer men niet kan controleren of de uitgevaardigde normen worden gerespecteerd.

Het ontwerp bewijst ook een dienst aan het Belgische bedrijfsleven. Tot nu toe moesten onze producenten immers altijd naar het buitenland gaan om een certificatie te krijgen.

Tenslotte doen wij met het ontwerp een stap in de richting van een Europese erkenning van onze instituten die certificaties afleveren. Spaanse, Italiaanse, Franse of andere Europese bedrijven zullen aan een Belgisch instituut de controle en erkenning van hun produkt kunnen vragen en die erkenning zal voor de twaalf lidstaten gelden.

Dit zijn de redenen waarom wij met het ontwerp belangrijk wetgevend werk verrichten, zowel op Belgisch als op Europees vlak. Ik neem mij voor de voornaamste koninklijke besluiten nog in de loop van dit jaar voor te bereiden en er dan ook nog dit jaar mee naar de bevoegde commissie te gaan om, zoals beloofd, de nodige concertatie te hebben.

Tot slot, dank ik alle leden van de commissie zonder onderscheid voor hun gewaardeerde medewerking aan de totstandkoming van het ontwerp. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Artikel één luidt:

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1. Certificatie-instelling

Instelling die één of meer van onderstaande certificeringen uitvoert:

- Overeenkomstigheidscertificatie,
 - Kwaliteitsborgingscertificatie,
 - Kwaliteitsstelselcertificatie,
- al of niet met inbegrip van de toekenning van kwaliteitslabels.

2. Keuringsinstelling

Onpartijdige instelling die beschikt over de organisatie, het personeel, de bevoegdheid en de integriteit om, volgens gegeven criteria, diensten te verrichten als:

Evaluatie, adviesverlening met het oog op aanvaarding en externe bewaking van de verrichtingen inzake kwaliteitscontrole van de fabrikant; selectie en evaluatie van produkten op de bouwplaats, in de fabriek of elders, zoals van toepassing overeenkomstig gespecificeerde criteria.

3. Beproevingslaboratorium

Laboratorium dat proeven uitvoert, dit wil zeggen technische handelingen die erin bestaan één of meer eigenschappen van een bepaald produkt, proces of dienst te bepalen, volgens een gespecificeerde werkwijze.

4. Accreditiesysteem

Uit specifieke regels inzake voorwaarden, procedure en beheer opgebouwd systeem voor toekenning, verlenging of intrekking van accreditaties van certificatie-instellingen, keuringsinstellingen en beproevingslaboratoria.

5. Accreditatie

Formele erkenning, door de bevoegde overheden, van de bekwaamheid van een certificatie-instelling, van een keuringsinstelling of een beproevingslaboratorium, waardoor het deze mogelijk wordt, in een bepaald gebied en op basis van een enquête of een evaluatie, labels, merken of certificaten toe te kennen of verslagen op te stellen.

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, il faut entendre par:

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

1. Organisme de certification

Organisme qui procède à une ou plusieurs des certifications suivantes:

- Certification de conformité,
 - Certification d'assurance de la qualité,
 - Certification de système de qualité,
- incluant ou non l'attribution de labels de qualité.

2. Organisme de contrôle

Organisme impartial ayant l'organisation, le personnel, la compétence et l'intégrité pour assurer, selon des critères donnés des fonctions telles que:

Evaluation, avis en vue de l'acceptation et surveillance extérieure des opérations de contrôle de la qualité du fabricant, sélection et évaluation des produits sur chantier, en usine ou ailleurs, comme il convient, conformément à des critères spécifiés.

3. Laboratoire d'essais

Laboratoire qui procède à des essais, c'est-à-dire des opérations techniques qui consistent à déterminer une ou plusieurs caractéristiques d'un produit, processus ou service donné, selon un mode opératoire spécifié.

4. Système d'accréditation

Système élaboré à partir de règles spécifiques relatives aux conditions, à la procédure et à la gestion et visant à l'accréditation, la prolongation ou le retrait de l'accréditation d'organismes de certification, d'organismes de contrôle et de laboratoires d'essais.

5. Accréditation

Reconnaissance formelle par les autorités compétentes de la compétence d'un organisme de certification, d'un organisme de contrôle ou d'un laboratoire d'essais lui permettant d'octroyer, dans un domaine déterminé et sur base d'une enquête ou d'une évaluation, des labels, des marques ou des certificats ou d'établir des rapports.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. § 1. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, alle nuttige maatregelen treffen om de coördinatie van het door deze wet bedoelde accreditatiesysteem te verzekeren. Hij zal daartoe inzonderheid een Nationale Raad voor accreditatie en certificatie oprichten.

De raad heeft als opdracht:

— Het coördineren van de coherente en transparante toepassing van de principes en procedures inzake accreditatie en certificatie;

— Het verzekeren van het verzamelen, verspreiden en publiceren van inlichtingen met betrekking tot de activiteiten op dit gebied;

— Het verzekeren dat alle belanghebbenden partijen worden betrokken bij de activiteiten inzake accreditatie en certificatie;

— Het bevorderen en coördineren van alle inspanningen die leiden tot akkoorden van wederzijdse erkenning op internationaal vlak;

— Het verstrekken van adviezen handelend over alle aspecten betreffende de accreditatie en certificatie.

Deze nationale raad zal inzonderheid samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de nationale overheden en de overheden van de Gewesten en de Gemeenschappen, van het Belgisch Instituut voor normalisatie, van de ondernemingen en van de verbruikers.

De Koning bepaalt de samenstelling van die nationale raad.

§ 2. De Koning stelt, na raadpleging van de Nationale Raad voor accreditatie en certificatie, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de accreditatievoorwaarden vast van de in artikel 1 bedoelde instellingen en beproevingslaboratoria, evenals de voorwaarden voor certificatie, beproeving en keuring.

§ 3. Onverminderd andere wets- en reglementsbepalingen worden de toekenning en de intrekking van de accreditaties gedaan door de overheden die door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit zijn aangeduid.

De certificaten, merken, labels, beproevingsverslagen en keuringsverslagen afgeleverd door instellingen die op grond van deze wet zijn geaccrediteerd, worden door de Belgische Staat erkend.

§ 4. De Koning kan, na raadpleging van de Nationale Raad voor accreditatie en certificatie, de vorm van de in § 3 bedoelde certificaten, merken, labels, beproevingsverslagen en keuringsverslagen bepalen.

Art. 2. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres prendre toutes les mesures utiles en vue d'assurer la coordination du système d'accréditation prévu par la présente loi. Il créera notamment, à cet effet, un Conseil national d'accréditation et de certification.

Le conseil a pour mission :

— De coordonner l'application cohérente et transparente des principes et procédures en matière d'accréditation et de certification;

— D'assurer la collecte, la circulation et la publication d'informations relatives aux activités dans ce domaine;

— D'assurer que toutes les parties intéressées soient associées aux activités d'accréditation et de certification;

— De stimuler et de coordonner tous les efforts menant à des accords de reconnaissance mutuelle sur le plan international;

— De remettre des avis portant sur tous les aspects concernant l'accréditation et la certification.

Ce conseil national sera notamment composé de représentants des autorités nationales, régionales et communautaires, de l'Institut belge de la normalisation, des entreprises et des consommateurs.

Le Roi détermine la composition de ce conseil national.

§ 2. Le Roi fixe, après consultation du Conseil national d'accréditation et de certification, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions d'accréditation des organismes et des laboratoires d'essais visés à l'article 1^{er}, ainsi que les conditions de certification, d'essais et de contrôle.

§ 3. Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires, l'octroi et le retrait des accréditations sont effectués par les autorités désignées par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Les certificats, marques, labels, rapports d'essais et rapports de contrôle qui ont été délivrés par les organismes accrédités en vertu de la présente loi sont reconnus par l'Etat belge.

§ 4. Le Roi peut, après consultation du Conseil national d'accréditation et de certification, déterminer la forme des certificats, marques, labels, rapports d'essais et rapports de contrôle visés au § 3.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. De instellingen die geaccrediteerd zijn op grond van artikel 2 van deze wet kunnen op door de Koning bepaalde wijze aan de internationale of buitenlandse instanties genotificeerd worden met het oog op een internationale erkenning of met het oog op de afsluiting van een akkoord voor wederzijdse erkenning.

Art. 3. Les organismes accrédités en vertu de l'article 2 de la présente loi peuvent être notifiés de la manière déterminée par le Roi aux instances internationales ou étrangères en vue de l'obtention d'une reconnaissance internationale ou en vue de la conclusion d'un accord de reconnaissance réciproque.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. § 1. De Koning kan, tot 1 januari 1993, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de bepalingen van deze wet opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, teneinde de nodige maatregelen te treffen, ter uitvoering van de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale overeenkomsten of verdragen.

§ 2. Het in § 1 bedoeld ontwerp van besluit wordt aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State onderworpen.

Dit advies wordt, samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. Het koninklijk besluit genomen krachtens § 1 wordt opgeheven, wanneer het niet binnen het jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* door de Wetgevende Kamers werd bekrachtigd.

Art. 4. § 1^{er}. Le Roi peut, jusqu'au 1^{er} janvier 1993, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales de la présente loi afin de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui résultent pour la Belgique d'accords ou de traités internationaux.

§ 2. Le projet d'arrêté visé au § 1^{er} est soumis à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat.

Cet avis est publié au *Moniteur belge* en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal y relatif.

§ 3. L'arrêté royal pris en vertu du § 1^{er} est abrogé lorsqu'il n'a pas été ratifié par les Chambres législatives dans l'année qui suit celle de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. § 1. De Koning oefent de Hem krachtens de bepalingen van deze wet toegekende machten uit op voordracht van de minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft.

§ 2. Wanneer de in uitvoering van deze wet te nemen maatregelen, produkten, diensten of productieprocessen betreffen die gereguleerd zijn of kunnen worden op initiatief van een andere minister dan die welke de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft, worden die maatregelen door de betrokken minister voorgedragen en uitgevoerd en aan de minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft, genotificeerd.

Art. 5. § 1^{er}. Le Roi exerce les pouvoirs qui Lui sont confiés par les dispositions de la présente loi sur proposition du ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

§ 2. Lorsque les mesures à prendre en exécution de la présente loi concernent des produits, des services ou des processus de fabrication qui sont ou peuvent être réglementés à l'initiative d'un ministre autre que celui qui a les Affaires économiques dans ses attributions, ces mesures sont proposées et exécutées par le ministre concerné et notifiées au ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 6. § 1. De uitgaven met betrekking tot het beheer en de bevordering van het nationaal accreditatiesysteem komen ten laste van het ministerie van Economische Zaken.

§ 2. Een Fonds tot dekking van de accreditatie- en certificatiekosten wordt opgericht.

Onverminderd de toepassing van andere wets- en reglementsbepalingen kan de Koning, ten bate van dit fonds, retributies opleggen tot dekking van de beoordelings-, accreditatie-, certificatie-, toezichts- en controlekosten.

§ 3. De Koning stelt de wijze van berekening en betaling van de retributies en van de uitgaven vast.

Art. 6. § 1^{er}. Les dépenses afférentes à la gestion et à la promotion du système national d'accréditation sont à charge du ministère des Affaires économiques.

§ 2. Un Fonds pour la couverture des frais d'accréditation et de certification est créé.

Sans préjudice d'autres dispositions légales et réglementaires, le Roi peut imposer au bénéfice de ce fonds, des rétributions pour couvrir les frais d'évaluation, d'accréditation, de certification, de surveillance et de contrôle.

§ 3. Le Roi fixe le mode de calcul et de paiement des rétributions et des dépenses.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 7. § 1. Met een geldboete van zesentwintig tot vijfduizend frank wordt gestraft hij die:

1. Door listige kunstgrepen, van een krachtens deze wet geaccrediteerde instellingen een certificaat, merk, label, beproevingsverslag of keuringsverslag of de verlenging ervan verkrijgt of poogt te verkrijgen, wanneer aan de voorwaarden voor de toekenning of de verlenging ervan niet is voldaan;

2. In overtreding met de bepalingen van deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan, een certificaat, merk, label, beproevingsverslag of keuringsverslag toekent;

3. In overtreding met de bepalingen van deze wet of de uitvoeringsbesluiten ervan, een certificaat, merk, label, beproevingsverslag of keuringsverslag gebruikt of poogt te gebruiken;

4. Door listige kunstgrepen, inzonderheid door handelingen die tot verwarring aanleiding kunnen geven, ten onrechte de indruk wekt dat een produkt, dienst of proces beschikt over een certificaat, merk, label, beproevingsverslag of keuringsverslag afgeleverd door een krachtens deze wet geaccrediteerde instelling.

§ 2. In geval van herhaling binnen drie jaar na een veroordeling wegens een overtreding bedoeld bij deze wet of een uitvoeringsbesluit ervan, kan de straf worden verdubbeld.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de straffen gesteld bij de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig tot vijfduizend frank, hij die niet toestemt in of zich verzet tegen de bezoeken, de inspecties of het nemen van monsters door ambtenaren en beambten die gemachtigd zijn om overtredingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan, op te sporen en vast te stellen.

§ 4. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitsluiting van hoofdstuk V doch met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld bij deze wet.

Art. 7. § 1^{er}. Est puni d'une amende de vingt-six à cinq mille francs celui qui:

1. En employant des manœuvres frauduleuses, obtient ou tente d'obtenir d'un organisme accrédité en vertu de la présente loi, un certificat, une marque, un label, un rapport d'essai ou un rapport de contrôle ou sa prolongation lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions d'octroi ou de prolongation;

2. En infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, accorde un certificat, une marque, un label, un rapport d'essai ou un rapport de contrôle;

3. En infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, utilise ou tente d'utiliser un certificat, une marque, un label, un rapport d'essai ou un rapport de contrôle;

4. En employant des manœuvres frauduleuses, notamment par des agissements qui peuvent prêter à confusion, donne fausement l'impression qu'un produit, un service ou un processus bénéficie d'un certificat, d'une marque, d'un label, d'un rapport d'essai ou d'un rapport de contrôle délivré par un organisme accrédité en vertu de la présente loi.

§ 2. En cas de récidive, dans les trois années d'une condamnation pour une infraction visée par la présente loi ou par un de ses arrêtés d'exécution, la peine peut être doublée.

§ 3. Sans préjudice de l'application des peines prévues par les articles 269 à 274 du Code pénal, est puni d'une amende de vingt-six à cinq mille francs celui qui se refuse ou s'oppose aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les fonctionnaires et agents habilités à rechercher et à constater les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution.

§ 4. Les dispositions du livre premier du Code pénal, à l'exclusion du chapitre V mais sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 8. Wanneer een overtreding van deze wet of van een uitvoeringsbesluit ervan wordt vastgesteld, worden de goederen die ten onrechte van een certificaat, merk of label zijn voorzien, in beslag genomen.

Art. 8. Lorsqu'une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution est constatée, les marchandises indument pourvues d'un certificat, d'une marque ou d'un label sont saisies.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 9. § 1. Onverminderd de verrichtingen opgedragen aan de officieren van gerechtelijke politie, zijn de rijksambtenaren daartoe aangesteld door de Koning, bevoegd om de overtredingen bepaald in artikel 7 van deze wet op te sporen en vast te stellen door processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen. Op straffe van nietigheid moet een afschrift van het proces-verbaal ter kennis van de overtreder worden gebracht binnen een termijn van veertien dagen na de vaststelling van de overtreding.

§ 2. Bij het vervullen van deze opdracht mogen zij:

1. Tijdens de gewone openings- of werkuren binnentreden in de werkplaatsen, gebouwen, laboratoria, belendende binnenplaatsen en besloten ruimten waartoe zij voor het vervullen van hun opdracht toegang moeten hebben;

2. Alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste vordering en ter plaatse de documenten, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen voorleggen en daarvan afschrift nemen;

3. Tegen ontvangstbewijs, beslag leggen op de onder punt 2 van deze paragraaf opgesomde documenten en produkten, noodzakelijk voor het bewijzen van een overtreding of om de mededaders of medeplichtigen van de overtredders op te sporen; indien dat nodig is voor het behoud van de bewijskrachtige elementen, de zegels leggen op de lokalen of ruimten waarin die zich bevinden of andere gepaste maatregelen nemen om die bewijselementen te bewaren;

4. Monsters nemen op de wijze en onder de voorwaarden door de Koning bepaald;

5. Indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een overtreding, in particuliere woningen binnentreden met de voorafgaande machtiging van de rechter bij de politierechtbank; de bezoeken in particuliere woningen moeten tussen acht en achttien uur plaatsgrijpen en ten minste door twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

§ 3. Voor de uitvoering van hun opdracht kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren een beroep doen op de rijkswacht en de politie.

§ 4. De aangestelde rijksambtenaren oefenen de hun door dit artikel verleende bevoegdheden uit onder het toezicht van de procureur-generaal.

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les agents de l'Etat commissionnés à cette fin par le Roi sont compétents pour rechercher et constater par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues à l'article 7 de la présente loi. Sous peine de nullité, une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction.

§ 2. Ils peuvent, dans l'accomplissement de cette mission:

1. Pénétrer pendant les heures habituelles d'ouverture ou de travail, dans les ateliers, bâtiments, laboratoires, cours adjacentes et enclos dont l'accès est nécessaire à l'accomplissement de leur mission;

2. Faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3. Saisir, contre récépissé, les documents et produits visés au point 2 de ce paragraphe qui sont nécessaires pour faire la preuve d'une infraction ou pour rechercher les coauteurs ou complices des contrevenants; au cas où cela s'avère nécessaire pour la conservation d'éléments ayant force probante, poser les scellés sur les locaux ou espaces dans lesquels ces éléments se trouvent ou prendre toute autre disposition appropriée pour préserver ces éléments de preuve;

4. Prélever des échantillons, suivant les modes et les conditions déterminés par le Roi;

5. S'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, pénétrer dans les habitations privées avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police; les visites dans les habitations privées doivent s'effectuer entre huit et dix-huit heures et être faites conjointement par deux agents au moins.

§ 3. Les agents visés au § 1^{er} peuvent demander le concours de la gendarmerie et de la police pour l'exécution de leur mission.

§ 4. Les agents de l'Etat commissionnés exercent les pouvoirs qui leur sont accordés par le présent article sous la surveillance du procureur général.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen straks over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé tout à l'heure au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 23 SEPTEMBER 1931 OP DE AANWERFING VAN HET PERSONEEL DER ZEEVISSERIJ

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 23 SEPTEMBRE 1931 SUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE LA PÊCHE MARITIME

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 23 september 1931 op de aanwerving van het personeel der zeevisserij.

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime.

De heer Vanhaverbeke, rapporteur, verwijst naar zijn verslag.

Daar niemand het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Artikel één luidt:

Artikel 1. Artikel 3 van de wet van 23 september 1931 op de aanwerving van het personeel der zeevisserij, gewijzigd bij de wet van 20 november 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 3. § 1. Een Fonds voor scheepjongens wordt opgericht bij het ministerie van Landbouw. Het fonds heeft tot doel de aanwerving van scheepjongens aan boord van de Belgische vissersvaartuigen te bevorderen door hen een bezoldiging te verlenen en door tussen te komen in de kosten en lasten van hun tewerkstelling.

§ 2. Het fonds wordt gestijfd door:

- 1) De jaarlijkse bijdragen van het ministerie van Landbouw;
- 2) Andere overheidstoelagen;
- 3) De verplichte bijdragen van de reders van de Belgische vissersvaartuigen;
- 4) De opbrengst van het vermogen van het fonds en de eventuele vrijwillige bijdragen.

De verplichte bijdragen van de reders worden vastgesteld door de Koning na gemotiveerd advies van de raad van het fonds en worden berekend op grond van de brutobesomming van de visvangst aangevoerd door de Belgische vissersvaartuigen in de Belgische en in de buitenlandse havens. Deze bijdragen moeten ten minste 50 pct. van de uitgaven van het fonds voor het verlenen van een bezoldiging aan de scheepjongens en voor de lasten dekken.

§ 3. De Koning bepaalt de inrichting en de werkwijze van het fonds, alsmede het toezicht op de rekeningen.

Hij bepaalt aan welke voorwaarden de scheepjongens moeten voldoen om in aanmerking te komen voor een bezoldiging ten laste van het fonds. Daarbij kan afgeweken worden van de maximum leeftijd, bepaald bij artikel 2, eerste lid, van deze wet, gewijzigd bij artikel 13, § 1, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Hij kan de raad machtigen maximum drie personen aan te werven bij overeenkomst om het secretariaat van het fonds te verzekeren.

§ 4. De besluiten ter uitvoering van dit artikel worden genomen op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

§ 5. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie wordt overtreding van dit artikel en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de leden van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie, de inspecteurs en ingenieurs van de Dienst zeevisserij van het ministerie van Landbouw en andere ambtenaren aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

De door deze overheidspersonen opgemaakte processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift ervan wordt binnen acht dagen na de vaststelling ter kennis gebracht van de overtredders.

In de uitoefening van hun opdracht mogen dezelfde overheidspersonen vaartuigen, bedrijfsgebouwen en voertuigen te allen tijde betreden.

Zij mogen de plaatsen die tot woning dienen slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank.

Zij kunnen zich alle voor het volbrengen van hun opdracht nodige inlichtingen en bescheiden doen verstrekken en overgaan tot alle nuttige vaststellingen.

§ 6. Onverminderd de toepassing in voorkomend geval van de strengere straffen, bepaald bij het Strafwetboek of bij bijzondere strafwetten, wordt gestraft met een geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank:

— Hij die de verplichte bijdrage niet betaalt of de volledige bijdrage niet tijdig betaalt of,

— Hij die zich verzet tegen bezoeken, inspecties, controles of verzoeken om inlichtingen door de in § 5 van dit artikel bepaalde overheidspersonen of die wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen of documenten verstrekt.

Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling wegens een misdrijf bedoeld in dit artikel, wordt de straf verdubbeld.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek met uitzondering van hoofdstuk V maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op het in dit artikel bepaalde misdrijf van toepassing.

Article 1^{er}. L'article 3 de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, modifié par la loi du 20 novembre 1974, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 3. § 1^{er}. Un Fonds des mousses est institué auprès du ministère de l'Agriculture. Le fonds a pour but de favoriser l'enrôlement de mousses à bord des bateaux de pêche belges, en leur accordant une rémunération et en intervenant dans les frais et charges résultant de leur enrôlement.

§ 2. Le fonds est alimenté par :

- 1) Les cotisations annuelles du ministère de l'Agriculture;
- 2) D'autres subventions des pouvoirs publics;
- 3) Les cotisations obligatoires à charge des armateurs des bateaux de pêche belges;
- 4) Le produit des avoirs du fonds et les éventuelles contributions volontaires.

Les cotisations obligatoires à charge des armateurs sont établies par le Roi après avis motivé du conseil du fonds et sont calculées sur la base de la somme réalisée en brut des produits de la pêche apportés par les bateaux de pêche belges dans les ports belges et étrangers. Ces cotisations doivent couvrir au moins 50 p.c. des dépenses du fonds pour l'octroi d'une rémunération aux mousses et pour les charges.

§ 3. Le Roi détermine l'organisation et le fonctionnement du fonds ainsi que le contrôle des comptes.

Il détermine les conditions auxquelles les mousses doivent satisfaire pour pouvoir bénéficier d'une rémunération à charge du fonds. A cette occasion, il peut être dérogé à l'âge maximum fixé par l'article 2, alinéa premier, de la présente loi, modifié par l'article 13, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Il peut autoriser le conseil à engager, à titre contractuel, au maximum trois personnes pour assurer le secrétariat du fonds.

§ 4. Les arrêtés pris en exécution du présent article sont proposés par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

§ 5. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions du présent article et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents judiciaires des parquets, par les membres de la gendarmerie et de la police communale, par les inspecteurs et ingénieurs du Service de la pêche maritime du ministère de l'Agriculture et par d'autres fonctionnaires désignés par le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Les procès-verbaux établis par ces agents de l'autorité font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est notifiée aux auteurs de l'infraction dans les huit jours de la constatation.

Les mêmes agents de l'autorité ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès en tout temps aux bateaux, bâtiments des exploitations et véhicules.

Ils ne peuvent pas procéder à la visite des lieux servant à l'habitation si ce n'est en vertu d'une autorisation du juge au tribunal de police.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles.

§ 6. Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères, fixées par le Code pénal ou par des lois pénales particulières, est puni d'une amende de vingt-six francs à mille francs :

— Celui qui ne paie pas la cotisation obligatoire ou qui ne paie pas la totalité de la cotisation dans les délais ou,

— Celui qui s'oppose aux visites, inspections, contrôles ou demandes de renseignements ou de documents des agents de l'autorité prévus au § 5 du présent article ou qui, sciemment, fournit des renseignements ou communique des documents in-exacts ou incomplets.

En cas de récidive dans les trois ans d'une condamnation antérieure pour une infraction prévue au présent article, la peine est portée au double.

Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, à l'exception du chapitre V, mais y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à l'infraction visée dans le présent article. »

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. Artikel 5 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 2. L'article 5 de la même loi est abrogé.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. In de artikelen 1, 2, 6 en 7 van dezelfde wet wordt de term « scheepsleerjongen » vervangen door de term « scheepsjongen ».

Art. 3. Dans les articles 1^{er}, 2, 6 et 7 de la même loi le terme « apprenti-mousse » est remplacé par le terme « mousse ».

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen straks over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé tout à l'heure au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 14 VAN DE WET VAN 13 JULI 1976 BETREFFENDE DE GETALSTERKTE AAN OFFICIEREN EN DE STATUTEN VAN HET PERSONEEL VAN DE KRIJGSMACHT

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 14 DE LA LOI DU 13 JUILLET 1976 RELATIVE AUX EFFECTIFS EN OFFICIERS ET AUX STATUTS DU PERSONNEL DES FORCES ARMEES

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 14 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Vanderborght, rapporteur, verwijst naar zijn verslag.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

Personne ne demandant la parole, la discussion générale est close.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt :

Enig artikel. In artikel 14 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Voor de gevallen van definitieve ambtsontheffing bepaald in § 1 worden voor de militairen die de leeftijd van 18 jaar niet bereikt hebben, ongehuwd en niet ontvoegd zijn, degenen die te hunner opzichte de ouderlijke macht uitoefenen, door de minister van Landsverdediging of de door de minister aangezeten militaire overheid, hiervan in kennis gesteld bij een ter post aangetekende brief. »

Article unique. Dans l'article 14 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Lorsque les cas de retrait définitif d'emploi visés au § 1^{er} s'appliquent à des militaires âgés de moins de 18 ans, célibataires et non émancipés, ceux qui exercent à leur égard l'autorité parentale en sont avisés, par lettre recommandée à la poste, par le ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire désignée par le ministre. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen straks over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé tout à l'heure au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 51 VAN DE WET VAN 13 JULI 1976 BETREFFENDE DE GETALSTERKTE AAN OFFICIEREN EN DE STATUTEN VAN HET PERSONEEL VAN DE KRIJGSMACHT

Beraadslaging en stemming over het enig artikel

PROJET DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 51 DE LA LOI DU 13 JUILLET 1976 RELATIVE AUX EFFECTIFS EN OFFICIERS ET AUX STATUTS DU PERSONNEL DES FORCES ARMEES

Discussion et vote de l'article unique

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet tot wijziging van artikel 51 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Nous abordons l'examen du projet de loi modifiant l'article 51 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Vanderborght, rapporteur, verwijst naar zijn verslag.

Daar niemand het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

Personeel ne demandant la parole, la discussion générale est close.

Het enig artikel van het ontwerp van wet luidt:

Enig artikel. Artikel 51 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 51. § 1. De vrouwelijke militair die zwanger is, mag geen taken verrichten die gevaarlijk zijn voor haar gezondheid of die van haar kind.

§ 2. De vrouwelijke militair die zwanger is, wordt:

a) Vrijgesteld van afzondering in een gesloten kamer tijdens de uitvoering van alle haar opgelegde definitieve straffen;

b) Niet afgezonderd in een gesloten kamer tijdens de onder toezicht plaatsing in haar eenheid.

§ 3. De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de bepalingen van de §§ 1 en 2. »

Article unique. L'article 51 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 51. § 1^{er}. Le militaire féminin qui se trouve en état de grossesse ne exécute des tâches qui présentent un danger pour sa santé ou pour celle de l'enfant.

§ 2. Le militaire féminin qui se trouve en état de grossesse:

a) Est exempté de l'isolement dans un local fermé pendant l'accomplissement de toutes les punitions définitives qui lui ont été infligées;

b) N'est pas isolé dans un local fermé pendant sa mise sous contrôle dans son unité.

§ 3. Le Roi détermine les modalités d'application des dispositions des §§ 1^{er} et 2. »

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen straks over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé tout à l'heure au vote sur l'ensemble du projet de loi.

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT L'ARTICLE 19 DE LA LOI DU 30 JUILLET 1938 CONCERNANT L'USAGE DES LANGUES A L'ARMEE

Discussion

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 19 VAN DE WET VAN 30 JULI 1938 BETREFFENDE HET GEBRUIK DER TALEN BIJ HET LEGER

Beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen de la proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Wij vatten de beraadslaging aan over het voorstel van wet tot wijziging van artikel 19 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Eicher, rapporteur. — Monsieur le Président, je me réfère à mon rapport, mais je souhaiterais néanmoins apporter quelques appréciations personnelles complémentaires au contenu du rapport fait au nom de la commission de la Défense nationale.

Nous nous trouvons devant une proposition de loi qui ne laisserait plus le moindre choix linguistique aux jeunes gens, lors de l'accomplissement de leurs devoirs de milice et ce, dans un temps où la défense nationale organise, dans bon nombre d'unités, des cours à l'intention de ceux qui désirent apprendre ou perfectionner leurs connaissances d'une deuxième langue nationale.

Cette proposition ne permettrait même plus à ceux qui le veulent, de profiter de leur présence sous les drapeaux pour accomplir leur service dans une unité d'un autre régime linguistique, ce qui est encore possible, sous certaines conditions, jusqu'à ce jour.

Dans le contexte actuel de notre pays, cela me donne et devrait donner à réfléchir à bon nombre de concitoyens, surtout à la veille de la disparition des frontières où, entre autres, les connaissances linguistiques seront un atout primordial à tous les niveaux.

Et j'en reviens à la proposition même. L'article 4 des lois sur la milice prévoit que le collège des bourgmestre et échevins inscrit les Belges, dès l'année de leurs seize ans, sur les listes de la levée qui porte le millésime de l'année pendant laquelle ils atteindront dix-neuf ans.

L'individu, le jeune lui-même, n'a donc pas la possibilité de décider personnellement sur le contenu de cette inscription. De plus, il est mineur. De ce fait, il n'a pas le droit de choisir son domicile. Dès lors, le régime linguistique lui est attribué par cette inscription.

J'en reviens maintenant à une disposition typique qui concerne ma communauté et que je me permets de qualifier d'injuste vis-à-vis des jeunes germanophones.

L'arrêté royal du 15 juin 1987 fixant la durée du terme du service actif des miliciens prévoit que la durée est différente suivant le lieu de stationnement de l'unité au sein de laquelle on effectue le service, soit douze mois en Belgique, soit dix mois en Allemagne.

Suivre l'auteur de la proposition reviendrait à obliger les germanophones à effectuer un service d'une durée de douze mois. Pourquoi douze mois ? Parce qu'une seule unité est de régime linguistique germanophone et qu'elle est stationnée à Vielsalm.

Il est déjà aberrant de devoir constater que les germanophones doivent devenir francophones ou néerlandophones, soit pour effectuer un service de milice de dix mois, soit pour devenir militaires appointés.

Comme vous pouvez le constater, toucher à la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, ne peut se faire que si les germanophones y trouvent des dispositions qui leur accordent les mêmes droits et les mêmes obligations que ceux accordés et reconnus aux Belges des autres Communautés.

Un débat sur la question dépasse évidemment le cadre de cette proposition de loi qui, dans le contexte législatif actuel, est, à mon avis, inacceptable. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Coëme, ministre.

M. Coëme, ministre de la Défense nationale. — Monsieur le Président, la réponse que j'ai donnée en commission est parfaitement retranscrite dans le rapport établi par M. Eicher, rapporteur.

Pour les raisons invoquées en commission et celles qui viennent d'être énoncées par M. Eicher, je demande le rejet de cette proposition.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging verklaar ik ze voor gesloten.

Je vous rappelle que la commission propose le rejet de cette proposition de loi.

Ik herinner eraan dat de commissie heeft besloten het voorstel van wet niet aan te nemen.

Conformément à l'article 47 du règlement, nous procéderons tout à l'heure au vote sur les conclusions de la commission.

Overeenkomstig artikel 47 van ons reglement zal de Senaat zich straks uitspreken over de conclusie van de commissie.

ONTWERP VAN WET TER BEVORDERING VAN DE EVENWICHTIGE AANWEZIGHEID VAN MANNEN EN VROUWEN IN ORGANEN MET ADVISERENDE BEVOEGDHEID

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI VISANT A PROMOUVOIR LA PRESENCE EQUILIBREE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS LES ORGANES POSSEDANT UNE COMPETENCE D'AVIS

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid.

Nous abordons l'examen du projet de loi visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Eetvelt, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, dit wetsontwerp beoogt het aantal vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid te verhogen, omdat het aantal vrouwen hier inderdaad bijzonder laag is.

Het is de bedoeling elke voordrachtgevende instantie te verplichten minstens één man en één vrouw voor te dragen bij elke vacature in een adviesorgaan.

Tijdens de bespreking werd onder andere de vraag gesteld of dit ontwerp niet discriminerend is ten aanzien van de mannen die over de nodige bekwaamheid beschikken, maar minder kansen zullen krijgen, aangezien een grotere aanwezigheid van vrouwen alleen kan worden verwezenlijkt door een inhaalbeweging.

Blijkbaar wordt deze discussie ook doorkruist door het feit dat vrouwen nog steeds niet dezelfde traditie van vermoeden van bekwaamheid hebben als de mannen.

Andere leden vonden de beperking van het toepassingsgebied tot het nationale niveau te eng en vroegen een uitbreiding tot provincies, gemeenten, Gemeenschappen en Gewesten. Volgens de bevoegde staatssecretaris moet dit ontwerp worden gezien als een eerste stap. Na enige ervaring wordt een evaluatie gemaakt, onder andere door het verslag dat jaarlijks bij het Parlement moet worden uitgebracht. Het hangt dus vooral af van de verantwoordelijkheidszin van de minister of de staatssecretaris en van de controle van het Parlement of de doelstellingen worden verwezenlijkt.

Zowel de afzonderlijke artikelen als het geheel van het wetsontwerp werden met eenparigheid aangenomen.

Ik heb nog een persoonlijke bedenking bij dit wetsontwerp. Het waarborgt zeker niet dat de bevoegde minister of de staatssecretarissen daadwerkelijk meer vrouwen zullen benoemen in de adviesorganen. Dit blijft in belangrijke mate afhankelijk van de ingesteldheid van de beleidsverantwoordelijken en van de controlemogelijkheden.

Hopelijk is deze maatregel de start van een verantwoorde inhaalbeweging om de aanwezigheid van vrouwen in de adviesorganen te verhogen.

Even belangrijk is dat op deze wijze ook de kwaliteit van de besluitvorming kan worden verbeterd door het betrekken van alle burgers bij het besluitvormingsproces.

M. le Président. — La parole est à Mme Truffaut.

Mme Truffaut. — Monsieur le Président, je regrette tout d'abord de n'avoir pu assister aux travaux de la commission de l'Intérieur consacrés au projet de loi que nous examinons aujourd'hui.

J'ai lu le rapport avec intérêt et relevé avec satisfaction l'unanimité de son vote. C'est cela qui compte.

Certains se sont demandé si la problématique de la représentation des femmes n'était pas un faux débat parce que — ai-je lu dans le rapport — les femmes ne sont plus aujourd'hui amenées à choisir entre leur carrière et leur famille. Et d'enchaîner avec l'argument : « C'est la compétence qui compte et non le sexe. » Le rapporteur, plus subtilement, vient de préciser qu'à cet égard, la tradition de compétence n'était pas la même pour les deux sexes.

On pourrait répondre aisément que l'égalité des sexes sera réalisée lorsqu'aux fonctions de responsabilité, on trouvera des femmes incompétentes dans la même proportion que les hommes.

Cependant, au-delà de la boutade se trouvent les faits : les femmes composent actuellement 40 p.c. de la population active et 56 p.c. des chômeurs. Aux fonctions, elles sont principalement confinées aux emplois administratifs et subalternes, aux secteurs dits féminins et aux statuts précaires. Sous l'angle des grades, elles sont pratiquement inexistantes : à ma connaissance, pour l'ensemble des ministères, une seule femme détient le grade le plus élevé de secrétaire général.

Côté « politique », nous sommes bien placés pour juger de la représentation féminine dans les hémicycles des assemblées législatives. Sur le plan local, 5 p.c. des femmes sont bourgmestres et 10 p.c. à peine sont échevins. Il faut bien répéter cette évidence pour convaincre chacun du chemin qui reste à parcourir.

Des exemples de la sous-représentation actuelle dans les organes consultatifs ont été cités : une femme sur cent cinquante personnes au Conseil central de l'économie, neuf sur cent au Conseil supérieur des Classes moyennes, une sur dix à la Commission interdépartementale des stages, deux sur vingt-quatre au Conseil national du travail et une sur dix-huit à la Commission interministérielle pour la sécurité nucléaire.

Une initiative qui induit, par la voie légale, la présence des femmes dans les organes consultatifs doit donc être soutenue et encouragée. Mais, me faisant l'avocat du diable, je me demande si l'on ne peut pas considérer que cette mesure est essentiellement symbolique! J'émet, sous forme de questions, une double réserve en ce qui concerne la contribution du projet à la féminisation effective des décisions politiques.

Tout d'abord, dans quelle mesure les avis des organes consultatifs sont-ils suivis d'effets? Quelle est la nature de leur influence sur les décisions politiques?

Enfin, la rencontre de l'objectif de promotion féminine par le biais de la présentation d'une double liste de candidatures correspond, me semble-t-il, à une option minimaliste. Pourquoi ne pas avoir retenu une représentation minimale obligatoire des femmes dans les organes consultatifs?

Je voudrais également, madame le secrétaire d'Etat, soulever plus globalement un problème de stratégie. Dans quels secteurs faut-il faire porter l'effort pour instaurer les conditions réelles d'une intégration égalitaire des sexes dans le tissu social et culturel? Parmi les mutations nécessaires, celles dont la réalisation est prioritaire rencontrent la plus grande résistance.

L'accès égalitaire aux professions et aux rémunérations ainsi que l'accès des mères travailleuses à des équipements collectifs de qualité sont des buts qui nous paraissent reculer perpétuellement. Nous savons que les moyens sont insuffisants, mais parfois nous doutons aussi de la volonté politique de s'attaquer à la racine du mal.

Ces problèmes dépassent évidemment les compétences qui sont les vôtres. Toutefois, je ne suis pas la seule à avoir relevé que vous avez lancé des actions positives et intéressantes, par exemple la campagne qui s'adresse aux étudiantes: «Un métier, c'est comme un garçon: il ne faut pas choisir le premier venu.» Ou encore, les projets pilotes dans le secteur privé et dans les services publics. Pourriez-vous, maintenant ou dans le futur, nous communiquer une première évaluation de ces actions? (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Harnie.

Mevrouw Harnie. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil eerst enkele persoonlijke bedenkingen naar voren brengen.

Bij het lezen van het verslag van de besprekingen in de commissie en het *Beknopt Verslag* van de discussies in de openbare vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ik als het ware wakker. Ik stelde met verbazing vast dat bij de bespreking in de openbare vergadering van 6 juni het ontwerp alleen de aandacht kreeg van de rapporteur.

Ondanks een volkomen ondervetegenwoordiging van de vrouwen in de Belgische politieke beleidsorganen — mevrouw Truffaut heeft de cijfers gegeven — vond ik dat een schrijnende vaststelling. De oververtegenwoordigde mannelijke parlementsleden zwegen. Dat kan ik nog begrijpen, al getuigt het van weinig progressiviteit, omdat zij blijven profiteren van de ondervetegenwoordiging van de vrouwen en omdat zij baat hebben bij het huidige systeem.

Bovendien geeft het ontwerp een aanvaardbaar gezicht aan hun pragmatisch conservatief vrouwenemancipatiebeleid. Wel ervaarde ik het feit als bevreemdend dat in dezelfde openbare vergadering ook alle vrouwelijke parlementsleden, op de rapporteur na, zwegen. Dat riep spontaan vragen op. Is dit toeval, een samenloop van omstandigheden, heeft dit met onderlinge afspraken te maken en wil men op die manier, ondanks de milde kritieken die in de kamercommissie werden geuit, de emancipatieraad of de staatssecretaris steunen of, is het ontwerp ook voor de vrouwelijke parlementsleden aanvaardbaar?

Bij het lezen van het verslag van de besprekingen in de commissie van de Senaat, herinnerde ik mij spontaan een vraag die men eens aan mevrouw Thatcher heeft gesteld en ook haar antwoord. Men vroeg haar waarom zij in een toespraak op een vrouwenbijeenkomst niets over vrouwen had gezegd, waarop zij antwoordde dat het een politieke toespraak was.

Ik hoop dat een dergelijke conservatieve visie, zonder feministische inslag of feministisch uitgangspunt en die wordt gepropageerd als de enig ware, niet te veel in de geesten geslopen is.

Mijnheer de Voorzitter, zo kom ik tot het ontwerp. Er zijn verscheidene manieren om het te benaderen. Wanneer wij het in de bestaande situatie plaatsen, dan zou het positief kunnen zijn.

Misschien zullen vrouwen daardoor op lange termijn beter vertegenwoordigd zijn in adviesorganen. Als Agalev hebben wij de inhoud van dit ontwerp van wet echter bekeken in het licht van de regeringsverklaring. Uit die regeringsverklaring heb ik een viertal belangrijke ideeën gehaald, die ik even in herinnering wil brengen, hoewel de staatssecretaris ze waarschijnlijk uit het hoofd kan citeren.

Ten eerste: «Er moet gestreefd worden naar een evenwichtige aanwezigheid en taakverdeling tussen mannen en vrouwen in de verschillende domeinen van het maatschappelijk, economisch en politiek bestel.»

Ten tweede: «Teneinde de gelijkwaardige ontplooiing en gelijke behandeling van mannen en vrouwen te bewerkstelligen, zal door de regering een gecoördineerd emancipatiebeleid worden ontwikkeld. Hierbij zullen de internationale normen en inzonderheid de Euro-richtlijnen ter zake worden nagestreefd.»

Ten derde: «Het emancipatiebeleid is niet alleen een beleids terrein naast de andere, maar ook een facet van vele andere beleidssectoren. Daarom zullen emancipatieoverwegingen een integrerend onderdeel moeten uitmaken van elke besluitvorming.»

Ten vierde: «In de verschillende advies- en beleidsorganen zal gestreefd worden naar een grotere aanwezigheid en betrokkenheid van de vrouwen.»

Deze laatste zin heeft betrekking op dit ontwerp. Volgende woorden zijn daarin zeer belangrijk: «Streven naar een grotere aanwezigheid en betrokkenheid in de advies- en beleidsorganen.»

Wanneer wij deze verklaring confronteren met het ontwerp, stellen wij vast dat daarin, ten eerste, over beleidsorganen gezwezen wordt en de adviesorganen beperkt worden tot die welke in hoofdzaak adviseren. Belangrijke organen, zoals de Raad van State, de Bankcommissie enzovoort komen dus niet in aanmerking. Ten tweede heeft de regering het, volgens ons, zeer positieve voorbeeld van de Mediaraad en de Hoge Raad voor maatschappelijke emancipatie niet gevolgd. Deze raden hebben in hun oprichtingsakte een quotumregeling die bepaalt dat hoogstens twee derde van de leden van hetzelfde geslacht mogen zijn. De regering heeft, naar mijn weten, zelfs het voorstel om deze twee derde-quotumregel uit te breiden, niet aanvaard.

Wel kon in de regering een consensus — sommigen noemen het een haalbare strategie — tot stand komen die resulteerde in dit ontwerp dat door de Kamer eenparig werd aangenomen. Dit ontwerp, dat volgens ons ontoereikend is, wijzigt alleen de voordrachtprocedure. De weigering van de regering om een progressieve quotumregeling toe te passen, bewijst dat ze een meer dan conservatief beleid voert ten opzichte van de vrouwenemancipatie. De regering treft immers geen directe maatregelen die een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de toekomst garanderen en bovendien voert ze geen emancipatiebeleid ten gunste van de vrouw, wat ze nochtans in haar regeringsverklaring had geschreven.

Gelukkig heeft de staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie een aantal positieve acties en initiatieven op het getouw gezet. Dit moet dan het imago van de regering wat oppoetsen. Eigenlijk hadden wij van de staatssecretaris een oproep verwacht om dit ontwerp niet goed te keuren, om waakzaam te spelen en de vrouwenorganisaties ertoe aan te zetten de quotumregeling te eisen.

Tot slot van dit betoog heb ik nog twee vragen. Mevrouw de staatssecretaris, ik begrijp nog altijd niet waarom de regering — al was het maar bij wijze van experiment — de quotumregeling van de twee derde niet wil aanvaarden voor een aantal adviesorganen, zoals dat bijvoorbeeld voor de Mediaraad is toegestaan. Voor zover ik weet is deze quotumregeling voor de regering onbespreekbaar. Waarom is dat zo?

Voorts vraag ik mij af waarom in de beleidsorganen waarnaar verwezen wordt in de regeringsverklaring, niet eens kan worden geëxperimenteerd met de regeling voorgesteld in het ontwerp. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Smet.

Mevrouw Smet, staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de rapporteur voor de correcte weergave van de besprekingen in commissie en ik dank ook de verscheidene sprekers voor hun bijdrage in dit debat.

Ondanks alle bedenkingen die bij dit ontwerp worden gemaakt, moet ik toch vaststellen dat voor het eerst in ons land op een gestructureerde en algemene wijze straks een ontwerp zal worden aangenomen — dat hoop ik althans — dat een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in adviesorganen garandeert. Tot nu toe waren er op dat gebied alleen maar geïsoleerde initiatieven. Ik denk aan de Mediaraad, waarvoor ik destijds een amendement indiende in de Vlaamse Raad en dat ook werd aangenomen. Ik denk aan de Hoge Raad voor maatschappelijk welzijn die bij mijn departement hoort. Naast die twee geïsoleerde initiatieven die in principe veel verder gaan, zijn wij er dus nu in geslaagd voor alle organen die in hoofdzaak advies verlenen een systeem van evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen uit te werken.

Dit systeem zal moeten worden geëvalueerd. Ik heb dit uitdrukkelijk willen doen om de parlementariërs de kans te geven controle uit te oefenen op de resultaten van onderhavig wetsontwerp. Zulks betekent dat bij de Wetgevende Kamers jaarlijks verslag moet worden uitgebracht en ik hoop dat het Parlement de regering tot de orde zal roepen wanneer zij in gebreke blijft. Ik stel dus voor dat verslag af te wachten en er nadien besluiten uit te trekken. Het zal al een hele opdracht zijn om voor het eerst sedert 1977 een volledige lijst op te stellen van adviesorganen. Het zal immers niet gemakkelijk zijn alle ministers ertoe te bewegen deze lijst voor hun departement op te stellen en na te gaan wanneer het adviesorgaan werd opgericht, voor hoelang, wanneer de vervanging moet gebeuren enzovoort.

Er zijn een reeks vragen gesteld over de positieve acties en over de resultaten tot hiertoe. Ik ga niet uitweiden over de acties in de privé-sector. Ik neem aan dat deze voldoende bekend zijn. Er is daarover trouwens voldoende documentatie gestuurd naar alle parlementsleden. Deze acties lopen goed en er is een goede samenwerking met het patronaat en met de syndicaten.

De positieve acties in de openbare sector zijn nog maar net begonnen. U weet dat een koninklijk besluit de gemeenten verplicht in hun eigen organen positieve acties op te starten. Zij moeten daarvoor een positieve actie-verantwoordelijke aanwijzen, een emancipatiedeskundige als ik het zo mag uitdrukken. Ik stel vast dat 70 tot 80 pct. van de gemeenten dit reeds gedaan hebben en dat zij mij de namen van de verantwoordelijken hebben doorgestuurd.

Dezelfde regeling geldt voor de OCMW's. Na de veelvuldige contacten die er reeds waren met mijn departement, constateer ik dat zij reeds bezig zijn met een eerste analyse van de aanwezigheid van vrouwen en mannen bij hun gemeentepersoneel, zowel inzake het aantal als het niveau waarop de vrouwen vertegenwoordigd zijn. Heel deze beweging is dus op gang gebracht en ik verheel u niet dat het om een immense operatie gaat. Het is geen sinecure ongeveer 570 gemeenten en OCMW's te motiveren om een volledige analyse te maken en een positief actieplan op te stellen. Ik maak mij sterk dat wij in de loop van het volgend jaar de eerste verslagen zullen krijgen en de eerste resultaten te zien zullen zijn. In de ministeries loopt een gelijkaardige actie en ook het gros van de instellingen van openbaar nut hebben zich hierbij aangesloten. De vergaderingen ter voorbereiding van het maken van het analytisch rapport, de eerste fase van het actieplan, zijn bezig.

Na de wetgeving die de gelijke behandeling van mannen en vrouwen een wettelijke basis heeft gegeven, zijn wij nu in een tweede fase beland. Wij hebben moeten vaststellen dat, niettegenstaande de wettelijke regeling, de gelijke behandeling nog niet werd gerealiseerd. Wij hebben dus een middel gezocht om dit op een andere manier te bereiken en om diepgaander in te grijpen in heel wat maatschappelijke structuren en gedachtengangen. De

enige mogelijke weg hiertoe is jammer genoeg de weg van de geleidelijkheid. Wij moeten op een systematische wijze en met volharding die punten aanpakken die moeten worden verbeterd.

Dat is het beleid dat wordt gevoerd. De regering, trouw aan de regeringsverklaring, stimuleert dit beleid zodat wij op het einde van deze legislatuur een positieve balans zullen kunnen opmaken. *(Applaus.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Harnie.

Mevrouw Harnie. — Mijnheer de Voorzitter, ik had nog graag van de staatssecretaris vernomen of de twee belangrijke experimenten in verband met de quotumregel die een zeer gunstig verloop kennen, zullen worden uitgebreid, zij het in zeer beperkte mate.

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Smet.

Mevrouw Smet, staatssecretaris voor Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie, toegevoegd aan de Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, zoals ik daarnet heb gezegd, heeft de regering geopteerd voor een andere strategie. Ik pas mij daaraan aan. Over een jaar, wanneer de resultaten gekend zijn, zullen wij in het Parlement een evaluatie maken.

Op het ogenblik wijst niets erop dat de resultaten van de nieuwe strategie minder goed zullen zijn dan die van de vroeger gevoerde strategie.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Artikel één luidt:

Artikel 1. In de zin van onderhavige wet wordt onder « adviesorgaan » verstaan, alle raden, commissies, comités, werkgroepen en andere organen onder gelijk welke benaming, die bij wet, bij koninklijk besluit of bij ministerieel besluit zijn opgericht en die, in hoofdzaak, onder hun bevoegdheden tot taak hebben uit eigen beweging of op verzoek, advies te verlenen aan de Wetgevende Kamers, de Ministerraad, één of meerdere ministers, ministeriële departementen of ministeriële diensten.

Article 1^{er}. On entend par « organe consultatif » au sens de la présente loi, tous les conseils, commissions, comités, groupes de travail et tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui ont été créés par une loi, par arrêté royal ou par arrêté ministériel et qui ont parmi leurs compétences, à titre principal, le pouvoir de donner, de leur propre initiative ou sur demande, des avis aux Chambres législatives, au Conseil des ministres, à un ou à plusieurs ministres ou à des départements ou services ministériels.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 2. § 1. Telkens in een adviesorgaan één of meerdere mandaten ten gevolge van een voordrachtprocedure te begeven zijn, dient per mandaat, door elke voordragende instantie, de kandidatuur van minstens één man en één vrouw voorgedragen te worden.

§ 2. Indien onmogelijk kan voldaan worden aan de voorwaarden gesteld onder paragraaf 1, kan ervan afgeweken worden mits bijzondere motivering opgenomen in het voordrachtdocument, en vermeld in de benoemingsakte.

Art. 2. § 1^{er}. Chaque fois qu'au sein d'un organe consultatif un ou plusieurs mandats sont à attribuer suite à une procédure de présentation, chaque instance chargée de présenter les candidatures est tenue de présenter, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme.

§ 2. Lorsqu'il est impossible de satisfaire à la condition mentionnée au paragraphe 1^{er}, il peut y être dérogé moyennant une motivation spéciale inscrite dans le document de présentation et visée dans l'acte de nomination.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. In afwijking van artikel 1 kan de Koning een adviesorgaan van het toepassingsgebied van deze wet uitsluiten bij in Ministerraad overlegd besluit, omwille van functionele redenen of om redenen die verband houden met zijn bijzondere aard.

Art. 3. Par dérogation à l'article 1^{er}, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, exclure un organe consultatif du champ d'application de la présente loi, pour des raisons fonctionnelles ou qui tiennent à sa nature spécifique.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De Eerste minister en de minister die de Maatschappelijke Emancipatie onder zijn bevoegdheid heeft, leggen jaarlijks verslag voor aan de Wetgevende Kamers over de uitvoering van onderhavige wet.

Art. 4. Chaque année, le Premier ministre et le ministre qui a l'Emancipation sociale dans ses attributions, font rapport aux Chambres législatives de l'exécution de la présente loi.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A LA SAUVEGARDE DES FORETS TROPICALES

Discussion

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE BESCHERMING VAN HET TROPISCH REGENWOUD

Beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen de la proposition de résolution relative à la sauvegarde des forêts tropicales.

Wij vatten de beraadslaging aan over het voorstel van resolutie betreffende de bescherming van het tropisch regenwoud.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

La parole est au rapporteur.

M. Henneuse, rapporteur. — Monsieur le Président, cette proposition de résolution relative à la sauvegarde des forêts tropicales fut l'occasion pour les membres de la commission des Relations extérieures, d'exprimer leurs inquiétudes, voire leur angoisse, de voir disparaître rapidement et définitivement les équilibres écologiques mondiaux.

En effet, si les autres s'inquiètent autant de la disparition des forêts tropicales, c'est sans doute d'abord pour des raisons de conservation du formidable patrimoine biologique que représentait ce milieu, mais surtout parce que cette disparition entraîne, notamment par l'augmentation de l'effet de serre, des modifications climatiques non seulement régionales, mais mondiales.

Les causes de cette déforestation sont certes locales puisque le bois est utilisé comme source d'énergie et que les surfaces libérées sont utilisées par l'agriculture. Ces besoins en énergie et en surfaces cultivables ne font que croître d'année en année, au rythme de la croissance démographique.

D'autres causes sont plus internationales puisque ces régions, généralement pauvres, tentent de diminuer leur dette extérieure par un développement maximal de leurs exportations de bois tropicaux, de produits agricoles ou de produits minéraux sortis souvent de mines à ciel ouvert.

Cette résolution vise, bien entendu, à peser sur les facteurs sur lesquels la Belgique peut avoir une influence.

La commission a consacré trois longues réunions à la discussion de cette proposition. Au cours de cette discussion, M. le ministre des Affaires étrangères, après avoir souligné l'importance des problèmes d'environnement, a signalé que la Communauté européenne a mis sur pied une agence de l'environnement dont l'importance est évidente puisque la compétence sur le commerce extérieur a été dévolue à cette même Communauté européenne. A ce niveau, les implications sur l'environnement sont prises au sérieux.

Les auteurs et les membres ont eu l'occasion de confronter leurs opinions qui semblaient au départ assez éloignées. Assez rapidement, une convergence réelle est apparue entre les idées contenues dans la proposition originale, les différents amendements et sous-amendements. C'est ainsi que le texte final, certes éloigné de celui de départ, a pu être adopté à l'unanimité des douze membres présents. Les sénateurs qui souhaitent connaître les arguments des uns et des autres auront recours à mon rapport écrit.

Il me semble que le texte de résolution devrait être l'objet d'une publicité suffisante, c'est pourquoi je me permettrai, peut-être contrairement aux habitudes, de vous en lire le texte complet. Vous pourrez ainsi constater que, si la disparition des forêts tropicales est toujours la base de la résolution, celle-ci s'est étendue à des domaines plus larges, notamment ceux de l'équilibre en gaz de l'atmosphère, du choix des sources d'énergie et de l'aide aux pays en développement dans le secteur énergétique.

Voici donc le texte final adopté en commission :

« Le Sénat,

Constatant le rythme effréné de la déforestation dans les pays tropicaux;

Considérant les conséquences très graves de cette destruction pour la planète, son écosystème, son climat et son patrimoine génétique;

Considérant le diagnostic et les propositions formulés dans le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement et, en particulier, son appel à la mise en œuvre indispensable d'un « développement soutenable »;

Conscient des liens existant entre la déforestation, la pauvreté et l'endettement des pays de l'hémisphère sud;

Presse le gouvernement de mettre en œuvre une politique spécifique visant à :

— Convertir la dette des pays de l'hémisphère sud en projets de développement non destructeurs de l'écosystème ou de nature à régénérer celui-ci par le reboisement (cf. Costa Rica);

— Refuser toute participation à des projets bilatéraux ou multilatéraux destructeurs de la forêt;

— Limiter rapidement et de manière draconienne nos importations de bois tropicaux;

— Encourager les Régions à mener une politique forestière nous permettant de mieux satisfaire à nos besoins à court, moyen et long terme, pour que l'exploitation forestière redevienne économiquement rentable;

— Soutenir les pays du tiers monde qui mènent une politique axée sur la préservation des forêts tropicales et l'enrichissement de l'exploitation désordonnée et illégale des richesses naturelles;

— Décourager les entreprises belges de s'associer à certains projets agro-industriels destructeurs des forêts;

— Œuvrer pour l'élaboration d'une convention internationale comprenant des mesures d'incitation à la préservation du climat du globe, notamment la lutte contre l'émission de gaz, tels le monoxyde de carbone, le dioxyde de carbone et autres matières gazeuses portant atteinte à l'environnement;

— Développer, pour faire face à l'utilisation croissante de combustibles fossiles ou non, une campagne d'information sur les

sources énergétiques non productrices de dioxyde de carbone et leurs effets sur l'environnement, et mettre à la disposition des pays en voie de développement les moyens nécessaires à exploiter celles qui sont disponibles localement;

— Encourager la réutilisation des bois usagés et l'utilisation de papier recyclé;

Demande au gouvernement de défendre fermement ces options politiques au sein des instances internationales et, en particulier, dans le cadre des Communautés européennes.»

M. le Président. — La parole est à Mme Hanquet.

Mme Hanquet. — Monsieur le Président, je commencerai par remercier M. Henneuse de l'excellence de son rapport qui traduit bien les vastes discussions que nous avons eues en la matière.

La résolution résulte d'une prise de conscience d'un problème d'actualité, mais elle est aussi l'expression d'une peur.

Certaines prédictions sont très alarmistes, et des perspectives très sombres se mêlent aux interrogations les plus graves et aux doutes les plus profonds.

Cependant, nous constatons des affirmations et des prévisions contradictoires. Que faut-il en penser? Certains scientifiques estiment qu'en bilan net sur plusieurs années, une forêt à l'équilibre, c'est-à-dire ayant terminé son développement, ne fournit plus à l'atmosphère aucune quantité significative d'oxygène.

Dès lors, il serait excessif de qualifier la forêt amazonienne de «poumon de la planète». Dans ce contexte, c'est l'océan, et lui seul, par ses algues planctoniques, qui joue un rôle essentiel dans la régularisation de la teneur en oxygène de l'air.

Toutefois, l'interaction de différents facteurs impose au monde politique de voir les risques réels. L'étude des climats et celle du fonctionnement et de la capacité de régénération des forêts permettront de «refuser l'engrenage irrationnel de la peur», selon l'expression du président du PSC, et d'assumer notre responsabilité non plus en référence à une rentabilité immédiate, mais dans la perspective de l'amélioration de la qualité de la vie des hommes sur notre planète. Reprenant encore les propositions du président du PSC, je dirai: «Cette exigence est d'abord d'ordre éthique, et c'est en ce sens qu'elle est au cœur de la responsabilité politique des sociaux-chrétiens.»

Face aux problèmes qui nous préoccupent, la recherche fondamentale est indispensable. Si la création de gigantesques réserves intégrales semble difficile, il est néanmoins important de pouvoir éviter le massacre de centaines d'hectares de forêt lors de la récolte de quelques fûts économiquement rentables.

C'est à l'aide d'inventaires biologiques de la flore ou de relevés de la végétation que l'on pourra aider les gouvernements des pays concernés à mieux gérer cette forêt dont ils ont, plus que nous, besoin pour vivre.

Une bonne connaissance des essences, surtout de celles économiquement rentables, de leur aptitude à se régénérer et de leur localisation devrait permettre d'éviter ces coupes aveugles.

On sait que les conséquences des défrichements sont totalement différentes selon les latitudes. Dans les pays intertropicaux, la biomasse réside dans les arbres eux-mêmes, la matière au sol étant transformée presque instantanément par les micro-organismes et réexploitée.

Mais l'exploitation seule n'est pas une menace pour la forêt. Une forêt intelligemment exploitée est capable de se régénérer elle-même. En revanche, les populations qui suivent ces défrichements en empruntant les voies d'accès créées colonisent l'espace et, par leur système d'agriculture itinérante sur brûlis, empêchent tout espoir d'un retour à la forêt, en détruisant les arbres restants.

Diverses études évaluent le recul de la forêt par des moyens modernes. D'autres s'intéressent aux conséquences de la déforestation, notamment à la modification du régime des pluies.

La résolution traduit la complexité du problème et la recherche de solutions multiples dans la responsabilité et la rigueur.

Le poids de la dette se profile derrière la question de la déforestation d'autant plus que la plupart des producteurs importants voient leurs ressources forestières diminuer dangereusement sans

que l'*International Timber Trade Organisation* qui réunit producteurs et consommateurs, soit en mesure d'intervenir efficacement.

Parmi les pays consommateurs, la Belgique a manifesté son inquiétude. Ses importateurs partagent les préoccupations des milieux scientifiques et écologiques. Des propositions concrètes sont formulées qui risquent d'être sans effet si elles ne rencontrent pas le problème de la dette nationale de ces pays déjà très pauvres. Nous touchons ici aux caractéristiques des pays en voie de développement.

C'est ensemble que nous devons rechercher des solutions dans la ligne de la croissance en privilégiant l'harmonie entre la population et son milieu naturel.

Permettez-moi d'ajouter un élément de confiance dans la capacité des humains à résoudre les problèmes que le progrès et le développement leur ont toujours posés. Je forme le vœu qu'ils en aient la volonté. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, het voorstel van resolutie betreffende de bescherming van het tropisch regenwoud werd door de collega's Aelvoet en Nélis in maart 1989 ingediend. Zij zullen intussen hebben ervaren hoe moeizaam een voorstel van resolutie over een materie waarvan het zeer dringende karakter nochtans door niemand wordt betwist, op onze agenda terechtkomt en wordt behandeld. Het is voor hen een magere troost dat dit ook het lot is van heel wat voorstellen die worden ingediend door leden van een meerderheidsfractie. Ik maak even een allusie op het voorstel van resolutie van de heer Falise c.s. met betrekking tot de Palestijnse kwestie.

Ik dank de collega's Aelvoet en Nélis omdat de bespreking van hun voorstel voor mij een rechtstreekse aansporing was om me te verdiepen in de materie ervan. Zo heb ik onlangs, op één avond, het zogenaamde Brundtlandrapport doorgenomen. Hiernaar wordt in de toelichting verwezen en vorig jaar verscheen de Nederlandse editie, gesponsord door EBES en met een voorwoord van onze staatssecretaris voor Leefmilieu.

Het intussen befaamd geworden rapport, gepubliceerd in 1987, van de Universele Commissie voor milieu en ontwikkeling, voorgezet door de socialistische Noorse Eerste minister Gro Brundtland, is een ongemeen boeiende brok lectuur — enigszins ongewoon voor een diplomatiek werkstuk —, niet het minst door de getuigenissen van de vele veldwerkers op het terrein van het milieubehoud en de ontwikkelingsamenwerking, die gehoord werden op de hoorzittingen van de commissie.

Merkwaardig is wel dat onder de meer dan duizend geraadpleegde deskundigen en organisaties, opgesomd op het einde van het rapport, geen enkele Belgische naam kan worden ontdekt. We kunnen blijkbaar beter voetballen dan meewerken aan een UNO-verslag over milieu en ontwikkeling.

Dit voorstel van resolutie moet worden gezien tegen de achtergrond van de hele brede problematiek van «de ontwikkeling van de ontwikkeling», en hiermee bedoel ik natuurlijk de ontwikkeling van de ontwikkelingshulp. In de loop van het derde ontwikkelingsdecennium, de jaren tachtig, dat ook weleens het verloren decennium wordt genoemd, is de aandacht voor de problemen van het leefmilieu steeds meer op de voorgrond gekomen.

Terwijl in het Noorden de over-industrialisering en de overconsumptie, dus de «rijkdom», hebben geleid tot een systematische vervuiling van bodem, lucht en water, is in het Zuiden niet de rijkdom, maar de armoede de oorzaak van de milieuproblemen: de woestijnvorming, de uitputting van de landbouwgronden, de vervuiling van de grote steden en de verdwijning van de regenwouden. Het reeds aangehaalde Brundtlandrapport bevat, zoals gezegd, een diepgaande studie over de interne relatie tussen de milieucrisis, de ontwikkelingscrisis en de energicrisis.

De neerwaartse spiraal van armoede en de neerwaartse spiraal van milieuverloeding worden op universeel vlak inderdaad door dezelfde factoren beïnvloed en beïnvloeden ook elkaar.

Onderzoek heeft nu eenmaal aangetoond dat de catastrofale aantasting van het leefmilieu in de derde wereld nauw verweven is

met de economische onderontwikkeling, de uitputting van de bodem, de bevolkingsdruk, de ondraaglijke schuldenlast en de primitieve of primaire energiebehoeften.

Daarom wordt in het Brundtlandrapport gepleit voor een «duurzame ontwikkeling», en niet, volgens een slechte vertaling, «draaglijke ontwikkeling», een ontwikkeling die een perspectief biedt op overleving zowel van de mens van vandaag als van de mens van morgen en dus van het leefmilieu. Aan de behoeften van vandaag kunnen niet straffeloos de natuurlijke bestaansbronnen van morgen worden opgeofferd.

Vele tropische landen met grote woudvoorraden hebben verspillende «houtbooms» veroorzaakt door het toekennen van ontginningsrechten aan consessionarissen in ruil voor vergoedingen die maar een fractie vertegenwoordigen van de nettotoehoudswaarde van de houtopbrengst. Ze hebben de schade nog vergroot door enkel concessies op korte termijn te geven, waardoor de consessionarissen verplicht worden zo snel mogelijk te ontginnen, en door vergoedingssystemen in te voeren die de ontginners ertoe aanzetten enkel de beste bomen te vellen, waardoor er enorme schade ontstaat aan de resterende begroeiing.

Dit is een illustratie van de enorme rooibouw die zich geen zier bekommert om de toekomst. De tropische ontbossing wordt ook veroorzaakt door het stimuleren van tropische houtinvoer in de industrielanden via lage invoerrechten, wat voor ons interessant is wegens de hoge bosexploitatiekosten, ook al omdat er te weinig bos in onze streken is overgebleven.

Misschien kan het rijke Noorden zich nog een tijdje afschermen tegen de hongersnood in het Zuiden, bijvoorbeeld door zich cynisch-egoïstisch te verdedigen tegen migratie uit de armere landen.

Aan het broeikas-effect, als gevolg van de massale inkrimping van het tropisch regenwoud, ontkomen we in geen geval. De produktie van energiezuinige auto's of het recycleren van afval zullen immers niet volstaan om de lucht te zuiveren. Het tropisch regenwoud verdwijnt immers aan een razend tempo. Per jaar gaat zo'n 20 miljoen hectare, zeven maal de oppervlakte van België, verloren. Niet alleen verdwijnen daardoor waardevolle plantensoorten en worden hele ecosystemen vernietigd, maar ook het klimaat op regionale en mondiale schaal wordt er grondig door veranderd.

Het Brundtlandrapport heeft ons geleerd dat de tropische regenwouden slechts 6 pct. van de oppervlakte van de aarde bedekken, maar op zijn minst de helft van de plante- en diersoorten bevatten. Indien de ontbossing in het Amazonegebied volgens het huidige tempo blijft doorgaan tot het jaar 2000 en dan wordt stopgezet, wat onwaarschijnlijk is, zou ongeveer 15 pct. van de plantensoorten verloren gaan. Indien het Amazonewoud uiteindelijk wordt gereduceerd tot de gebieden die nu als parken en reserves staan aangeduid, dan zal 66 pct. van de plantensoorten verdwijnen, samen met 69 pct. van de vogelsoorten en andere diersoorten.

Als deze gegevens te weinig indruk zouden maken op onze «betonmentaliteit», dan is er misschien iets anders dat ons tot handelen kan aanzetten. De Braziliaanse milieuminister José Lutzenberger verklaarde anderhalve maand geleden dat het regenwoud niet alleen heel belangrijk is als enorme waterpomp en zuurstofreserve die de CO₂ uit de lucht moet halen, maar ook als de factor voor het gematigd klimaat in het grootste deel van Europa. Dat wordt immers bepaald door de Golfstroom en door de enorme wolkenmassa's die boven en door het Amazonewoud zijn gevormd. Dit Amazonewoud zou dus verhinderen dat er een ijstijd komt, met alle gevolgen van dien.

Wij hebben in de commissie het oorspronkelijk voorstel op twee punten geamendeerd, met het goedvinden van de commissie.

Ten eerste, hebben we voorgesteld de derde-wereldlanden te steunen die een beleid voeren gericht op het behoud van de tropische wouden en op het aan banden leggen van ongecontroleerde en verspillende ontginningen van de bodemrijkdom. Daardoor willen we onder meer een steuntje geven aan de huidige Braziliaanse regering die met de benoeming van de gezaghebbende milieuactivist José Lutzenberger tot speciaal adviseur een politiek heeft aangekondigd gericht op bijvoorbeeld schuldkwijting in ruil voor natuurbehoud, als concretisering van een doelbewuste koppeling van economie en ecologie.

Ten tweede, hebben we voorgesteld de betrokkenheid van Belgische ondernemingen in bepaalde bosvernietigende agro-industriële projecten te ontmoedigen.

Wij dachten daarbij concreet aan de activiteit van een Brusselse firma, de Société financière de caoutchoucs, Socfin, die betrokken is in allerlei grootschalige projecten onder andere in Ecuador, waar een oliepalimplantage van 10 000 hectare wordt uitgebaat die de verhuizing van duizenden Amazone-Indianen heeft meegebracht en de vervuiling van de rivieren heeft veroorzaakt. Daarnaast is Socfin ook sterk betrokken bij de handel in tropisch hardhout. Ze levert de helft van de huidige Belgische invoer. Een resolutie van de Belgische Senaat is best niet te vrijblijvend voor onze eigen handel en wandel.

In het zevende besluit van het rapport van de Universele Commissie voor milieu en ontwikkeling, de UCMO, wordt gesteld dat in ieder land de bescherming van de natuur integraal deel moet uitmaken van de planning en toepassing van ontwikkelingsactiviteiten en dat ieder ontwikkeld land een «buitenlands milieu-beleid» moet ontwikkelen.

Onze resolutie kan daartoe een bijdrage leveren, dat hopen we althans. Daarom had de bespreking ervan eigenlijk moeten gebeuren in «actieve» aanwezigheid van de minister van Ontwikkelingssamenwerking én van de staatssecretaris voor Leefmilieu. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Belder.

De heer De Belder. — Mijnheer de Voorzitter, het is nuttig dat de Senaat af en toe stelling neemt in problemen die op het eerste — verkeerde — gezicht ver van ons verwijderd zijn, maar die zich in de nabije toekomst duidelijk zullen doen voelen, hier bij ons, in ons dagelijks leven. Het gaat dan om problemen inzake de ozonlaag, de oceanen en, vandaag, de tropische regenwouden. Terwijl het merendeel van onze collega's het aperitief gebruikt bij de Franse ambassadeur ter ere van *le 14 juillet*, heb ik vandaag het woord gevraagd naar aanleiding van het voorstel van resolutie.

De G-7 topconferentie van Houston, die deze week heeft plaatsgehad, heeft zich, op het allerhoogste niveau dus, met de catastrofale toestand van de tropische wouden beziggehouden. Uit het gedeelte van het communiqué dat daarmee te maken heeft, kan men twee conclusies trekken.

De eerste conclusie is dat voor de USA de prioriteit inzake leefmilieu niet hoger lijkt te liggen dan gedurende de 40 voorbije jaren in het blok van communistische landen. Anders kan ik de uitspraken van president Bush en de stafchef van het Witte Huis eergisteren niet interpreteren.

Het tropisch regenwoud genoot de bijzondere belangstelling van de leiders van de zeven grootste industrielanden. In de indrukwekkende slotverklaring van hun topconferentie hebben zij voorgesteld om met de Braziliaanse regering een *comprehensive pilot project* te ontwikkelen dat het verdwijnen van het tropisch regenwoud moet tegengaan. Het overleg in Houston spitte zich toe op de vermindering van het broeikas-effect: de bescherming van het regenwoud kan meehelpen het probleem van de klimaatverandering op aarde op te lossen.

Het in Houston gelanceerde regenwoudplan lijkt een compromis in deze broeikasdiscussie: West-Duitsland, Frankrijk en Groot-Brittannië wilden de G-7 bewegen tot steun aan een plan om de uitstoot van kooldioxyde drastisch te verminderen. De Verenigde Staten, daarentegen, verklaarden wel telkens dat zij de klimaatverandering ernstig opnemen, maar lieten ook telkens weten nog meer onderzoek naar de oorzaken van het broeikas-effect nodig te achten. Zij willen zich nog niet engageren door maatregelen. In de slotverklaring wordt dan ook alleen gesproken over de noodzaak om de uitstoot van kooldioxyde te beperken. Er is geen sprake van de uitstoot «gevoelig» te beperken, en ook niet van criteria. Eerst moet dus nog uitgebreid over maatregelen en strategieën worden overlegd.

De Europese Gemeenschap heeft in Houston een speciale opdracht gekregen. (Ik stip dit even aan, omdat het toch belangrijk is voor het imago van de Europese Commissie.) Voor die Europese Gemeenschap staan de wetenschappelijke feiten over de gevolgen van de kooldioxyde-uitstoot vast. Volgens Laurens Jan Brinkhorst, directeur-generaal voor milieuzaken in de Commissie bedraagt de CO₂-emissie van de Verenigde Staten 26 pct. van de totale uitstoot. De emissie van de EG, die ongeveer een even grote economie heeft, bedraagt 13 pct. Dit onevenredig groot aan-

deel van de Verenigde Staten in de CO₂-emissie houdt volgens de stafchef van het Witte Huis, John Sununu, verband met het feit dat in de Verenigde Staten het vervoer vooral via de weg gebeurt, terwijl ook de afstanden groter zijn. Bovendien halen de Verenigde Staten hun energie vooral uit kolen. De Verenigde Staten willen zich niet vastleggen op een bepaalde afspraak, omdat zij vrezen dat daarmee hun economische groei wordt geblokkeerd. «Het idee van een plafond voor de kooldioxyde-uitstoot staat haaks op onze groei-behoefte», zegde Sununu eergisteren. Vanmorgen las ik in het communiqué over de persconferentie dat president Bush hetzelfde standpunt heeft ingenomen.

Een tweede, en positieve conclusie van Houston is dat de groep van Zeven met Brazilië zal onderhandelen over dit fameuze *comprehensive*, omvangrijke project ter bestrijding van de ontbossing. Ik heb niet kunnen achterhalen in hoeverre deze mededeling een nieuwigheid is. De Wereldbank en Brazilië hebben immers reeds lang geleden een dergelijk akkoord uitgewerkt met name over een lening van 16 miljard frank voor projecten van energiebesparing en voor de oprichting van een agentschap voor milieubescherming. Paragraaf 66 van het communiqué van Houston is hierover helemaal niet duidelijk.

Mijnheer de Voorzitter, de VU-fractie heeft zich in deze materie niet onbetuigd gelaten. Recent hebben wij in de Kamer de minister van Leefmilieu geïnterpelleerd. In de Senaat hebben wij specifieke vragen gesteld, onder andere over het Rondônia-project en tenslotte heeft minister Geens hier gemeld dat het ministerie van Ontwikkelingssamenwerking verscheidene belangrijke projecten inzake bosbeheer financiert, onder andere in Zaire, Ruanda, Burundi, Peru, Ecuador, Suriname en Algerië.

Vandaag willen wij deze resolutie formeel steunen. De Senaat vraagt hierin met aandring aan de Belgische regering een doelgericht beleid te ontwikkelen inzake de bescherming van het tropisch regenwoud.

Aangezien ik een deel van de commissiewerkzaamheden niet heb kunnen meemaken, wil ik bij deze gelegenheid over de resolutie volgende bedenkingen geven.

Ten eerste beschouwen wij de onderdelen van deze regenwoud-politiek als een minimum. Als men tien punten der resolutie vergelijkt met het voorstel van beleid van de KWIA, de Steungroep voor inheemse volkeren, in het «Regenwoud-Memorandum» van april 1990, dan valt inderdaad op dat de Senaat zich aan de voorzichtige kant houdt. Uit het rapport van de *World Resources Institute* blijkt nochtans dat volgens een eerste algemene, met satellieten uitgevoerde controle, de ontbossing 50 pct. sneller gaat dan tot nu toe werd gedacht.

Ik ben bovendien sterk onder de indruk van de film die door Prins Charles *himself* werd gemaakt en recent door de BBC uitgezonden werd onder de titel *The Earth in Balance*. Dat is veruit de beste illustratie — en met welke autoriteit! — van het Brundtlandrapport dat, zoals een collega heeft gezegd, met de hulp van EBES in een Nederlandstalige versie werd gepubliceerd.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om hem eraan te herinneren dat het verslag van het *World Watch Institute* van Lester Brown met de hulp van de VU-fractie eveneens in een Nederlandstalige versie is uitgegeven. Verscheidene Belgische en Vlaamse instanties hebben op die manier bijgedragen tot de bekendmaking, in het Nederlands, van belangrijke milieuprojecten.

Mijnheer de Voorzitter, graag had ik gehad dat de resolutie iets verder was gegaan en dat wij in verband met enkele accenten aan de regering verderreikende voorstellen hadden kunnen doen.

Ik resumeer ze in tien punten.

Ten eerste, een Belgisch beleid ten aanzien van de tropische regenwouden dient een internationale voorbeeldfunctie te hebben, gericht op de versnelling van de internationale besluitvorming.

Ten tweede is het van belang dat deze wouden zich allen situeren in landen die behoren tot de derde wereld. Inspanningen voor het behoud ervan mogen dan ook niet alleen op de kap van deze landen terechtkomen. Financiële overdracht mag niet worden gezien als een vorm van ontwikkelingshulp, maar als een vergoeding voor de internationale dienst die deze landen leveren door hun regenwouden te beschermen. Het uitgangspunt van alle inspanningen voor het behoud van het regenwoud is het gegeven dat wij hiervoor mede verantwoordelijk zijn. Wij mogen daarbij wel enkele voorwaarden stellen, onder meer, respect vragen voor de rechten van de inheemse volkeren. Hierop wil ik even verder ingaan.

Dit betekent immers — ten derde — dat wij moeten uitgaan van het zelfbeschikkingsrecht en van het recht op culturele overleving voor alle inheemse volkeren die door het fenomeen van de ontbossing worden getroffen. Wij moeten er ook van uitgaan dat alle nog bestaande primaire regenwouden moeten worden beschermd tegen exploitatie tenzij het gaat om traditionele exploitatie (door lokale bevolkingen) waarvan de ecologische aanvaardbaarheid vaststaat. De financiering van ontwikkelingsprojecten of activiteiten die bijdragen tot de vernietiging van het tropisch regenwoud, moet worden stilgelegd tenzij voorafgaandelijk een ecologisch beheersplan werd opgesteld waaraan inheemse volkeren op een volwaardige basis hebben meegewerkt.

Ten vierde (ik verwijs hier naar een resolutie van het Europees Parlement van mei 1989) kan de invoer van hardhout in Europa alleen worden toegestaan indien de houtkap niet in strijd is met de rechten van de inheemse volkeren, indien er voor de gebieden waar het hout wordt gekapt een beheersplan is opgesteld en wanneer het hout afkomstig is van produktiegebieden die voortkomen op een inventaris van ecologisch verantwoorde exploitaties. Ik vind overigens dat de Belgische overheden het gebruik van tropisch hardhout in de openbare en de privé-sector zouden moeten ontmoedigen.

Ten vijfde, het tropisch regenwoudbeleid van de overheid dient zodanig te worden georiënteerd dat het ecologisch en sociaal belang en de economische waarde van secundaire bosprodukten duidelijk worden. Daartoe dient in belangrijke mate onderzoekswerk omtrent deze bosbijprodukten te worden onderstund.

Volgens een studie van de *International Union for the Conservation of Nature* zijn deze bijprodukten immers rendabeler voor de economie dan de houtkap. Zij zijn bijgevolg van essentieel belang voor de plaatselijke bevolking die er meer werkgelegenheid door krijgt dan met het kappen van bomen. De bevolking zou dus langdurige eigendomsrechten moeten kunnen verwerven op de delen van het woud die door haar worden ontgonnen. Dit is het besluit van de studie, die werd uitgevoerd in opdracht van het Plein, dat wil zeggen het ministerie van Buitenlandse Zaken in Den Haag.

Ten zesde, bilaterale ontwikkelingsprojecten worden het best stopgezet wanneer zij in strijd zijn met de doelstellingen van duurzaam bosbeheer en -behoud, dat wil zeggen wanneer zij primaire regenwouden aantasten en/of ingaan tegen de belangen van de inheemse woudvolkeren. Medefinancieringsprojecten van NGO's moeten aan dezelfde ecologische en sociale vereisten worden getoetst.

Ten zevende zijn er de multilaterale ontwikkelingsprojecten. De Belgische vertegenwoordigers in de Wereldbank, in de Multilaterale Ontwikkelingsbanken en bij het Europees Ontwikkelingsfonds, zouden moeten pleiten voor vier prioriteiten. Ten eerste, voor het stopzetten van alle projecten die het primair regenwoud aantasten, het zelfbeschikkingsrecht van de inheemse volkeren schenden of een negatieve impact hebben op het voortbestaan van secundaire regenwouden. Ten tweede, voor een omschakeling van de keuzes voor grootschalige projecten naar kleinschalige, met de klemtoon op de duurzame ontwikkeling en die opgezet worden in samenwerking met lokale groepen, NGO's en inheemse volkeren. Ten derde, voor het aanwerven van ecologen, antropologen en sociologen en een betere opleiding van het personeel in die sectoren. Ten vierde, voor een betere controle op de uitvoering van de opgelegde voorwaarden op het vlak van zowel de mensenrechten als van het leefmilieu.

Ten achtste zou het voorts nuttig zijn het optreden van België te activeren in de *International Tropical Timber Organisation*, waarop de groep van Zeven in Houston overigens specifiek is teruggekomen, en in het *Tropical Forest Action Plan* van de FAO. Daarenboven heeft het dossier, zoals reeds aangestipt, raakvlakken met het probleem van de grondstoffen, het schuldenprobleem van de derde-wereldlanden, de GATT-onderhandelingen en de Europese landbouwpolitiek.

Kortom, hier en daar wou ik dus de rechten der volkeren, die met de tropische regenwouden te maken hebben, en dat zijn er heel wat, wat meer benadrukken. De zorgen van de VU-fractie blijven dus niet beperkt tot de bossen zelf en de ecologie, maar betreffen ook en vooral de volkeren en de culturen. Het is immers dáár dat zonder discretie, meedogenloos wordt gehakt en gekapt. Het probleem kan niet louter kwantitatief worden omschreven, zoals door de vaststelling dat jaarlijks een bosoppervlakte wordt

vernietigd die zevenmaal het Belgische grondgebied bedraagt. Dat is niet de juiste omschrijving van het probleem, want er komen andere elementen bij, zoals het overleven van volkeren, en dat kan men niet kwantitatief weergeven.

Als voorlaatste punt wil ik het hebben over de paragraaf die ons aanspoort om milieuvriendelijke energiebronnen te ontwikkelen, en die de regering vraagt daarover een informatie-campagne op het getouw te zetten.

Vlaanderen beschikt over technologisch zeer vergevorderde know how en over een industrieel potentieel inzake waterstof. Ik ken kleine ondernemingen waarvan de prestaties op dat terrein internationaal befaamd zijn en die worden aangesproken door industriële landen, door ontwikkelingslanden en ook door de OPEC-landen. Eén van die ondernemingen transformeert in Saoedi-Arabië op grote schaal zonne-energie in waterstof, die dan in Duitsland industrieel wordt gebruikt. Dit maar om te beklemtonen dat ons land zijn goede uitgangspositie in deze materie maximaal moet benutten. Ik vind dan ook dat deze derde laatste paragraaf van de resolutie helemaal niet nutteloos is.

Een tiende en laatste punt dan nog. Als eerste stap van een globaal beleid, vind ik de tekst van de resolutie ruim voldoende. Ik dank de dames-indiëners voor hun volgehouden moed. Ik dank ook de collega's die amendementen hebben ingediend die het geheel positief aanvullen. Mijn compliment ook aan de rapporteur die een precies verslag heeft opgesteld over het gepresteerd werk.

Als deze resolutie inzake inhoud misschien niet ver genoeg gaat, dan is het aantal ministers dat erdoor wordt aangesproken toch indrukwekkend. Hoewel op het ogenblik hier geen enkel minister aanwezig is, wat volgens het reglement in dit geval ook niet nodig is, som ik toch de ministers op die bij deze resolutie worden betrokken: de ministers van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel, van Ontwikkelingssamenwerking, van Economie, van Financiën, van Leefmilieu, van Wetenschapsbeleid. Bovendien hebben we de Gewesten niet vergeten. Er zal dus coördinatie nodig zijn, willen we efficiënt te werk gaan.

Om te besluiten hoop ik dat de regering ernstig werk zal maken van deze interne beleidslijnen in de Europese Gemeenschap. Het is immers alleen op het Europese niveau dat wij concreet kunnen bijdragen tot een begin van oplossing voor dit overigens wereldwijd probleem dat voor onze kinderen en voor enkele volkeren op de wereldbol op korte duur veel belangrijker zal blijken te zijn dan veel van wat wij in deze Hoge Vergadering dag in dag uit ijverig behandelen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, de minister van Buitenlandse Zaken heeft uitdrukkelijk gevraagd hem te verontschuldigen voor zijn afwezigheid. Hij diende de Ministerraad van vanmorgen bij te wonen, maar, zoals de heer De Belder terecht heeft opgemerkt, is de aanwezigheid van een lid van de regering niet vereist bij een parlementair initiatief van dit soort.

La parole est à Mme Dardenne.

Mme Dardenne. — Monsieur le Président, je voudrais exprimer ici la satisfaction des écologistes de voir aboutir et voter cette proposition de résolution dont ils sont à l'origine — c'est, en effet, le député Daras qui la déposait à la Chambre en février 1989 — et qu'un travail sérieux en commission a permis de compléter.

L'examen de cette proposition a mis en évidence le caractère complexe de la problématique de la sauvegarde des forêts tropicales.

En effet, nous sommes confrontés ici à une manière d'envisager les problèmes qui doit être large et globale si l'on veut les appréhender dans leur ensemble. Car tout se tient: la mort des forêts tropicales, la désertification, les famines, la démographie galopante, le sous-développement, la dette, la détérioration des termes de l'échange Nord-Sud, le modèle productiviste et agricole, les déchets toxiques, la course au profit, etc., sont les ingrédients d'un problème global résultant du modèle d'organisation économique et social de la planète.

La destruction de la forêt tropicale, comme la plupart des questions soulevées par l'écologie, montre donc que sont en jeu de nombreux intérêts différents, voire contradictoires.

C'est ainsi que ces problèmes qui aujourd'hui symbolisent dans leurs enjeux la survie même de la planète mettent en cause un modèle de développement.

Chaque année, la forêt tropicale se réduit de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés. La déforestation gaspille ainsi une précieuse ressource naturelle et représente pour les pays en voie de développement une perte économique importante.

D'innombrables espèces végétales et animales s'éteignent. Les forêts tropicales abritent, en effet, la moitié des espèces de l'ensemble du globe. Si la déforestation se poursuit au rythme actuel, 7 p.c. des espèces végétales disparaîtront avant la fin du siècle dans dix régions très menacées.

Des milliers de personnes — à la suite de la désertification, des inondations, des glissements de terrains consécutifs à la déforestation — sont devenues des « réfugiés de l'environnement ».

Enfin, le climat global de la planète est probablement perturbé et la menace d'un réchauffement généralisé, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît, se précise.

Je ne m'attarderai pas davantage à l'énumération de ces faits aujourd'hui reconnus de tous. Et ce ne sont pas de mesquines querelles de chiffres qui pourront mettre en doute la réalité des déséquilibres écologiques actuels. Tous les indices convergent pour indiquer précisément le sens d'une évolution. N'est-ce pas suffisant pour agir sans attendre? Car dans ce désastre, la chaîne des responsabilités est longue.

Au premier niveau, ce désastre résulte à la fois d'une mauvaise exploitation des forêts, et d'une transformation de celles-ci en champs et en pâturages.

A un niveau plus profond, ces pratiques découlent en grande partie de pratiques gouvernementales inappropriées, elles-mêmes suscitées par le grave endettement des pays en voie de développement et par les pressions économiques qu'infligent à ces pays les organisations nationales et internationales. Tous les pays du monde ont leur part de responsabilité dans la destruction des forêts tropicales.

Ni les guerres ni les famines ou génocides — il faut malheureusement le reconnaître — n'ont pu nous faire comprendre la nécessité d'un nouveau rapport aux hommes et à la nature. Je voudrais souligner ici que, par contre, les problèmes d'environnement, comme celui de l'effet de serre, vont nous l'imposer, parce que c'est dans notre propre existence que nous sommes tous menacés.

Nous sommes arrivés à ce curieux paradoxe: « Celui qui tue, meurt aussi. » L'exploitation éhontée des ressources naturelles au profit de quelques-uns se retourne contre l'homme lui-même.

Une nécessaire solidarité — dans l'espace avec les peuples lointains, dans le temps avec les générations futures — doit se mettre en place. Nous osons donc espérer ici que le vote d'une résolution pour la sauvegarde des forêts tropicales ne sera pas seulement une manière de se rassurer et de se donner bonne conscience.

Nous comptons beaucoup sur la rigueur et sur le sens des responsabilités des membres du gouvernement pour faire en sorte que les recommandations de cette résolution ne restent pas reléguées au placard des vœux pieux.

Le choix écologique — le seul qui puisse ménager un avenir à la planète — ne s'imposera, en effet, pas de lui-même. Il vaut cependant la peine que l'on se mobilise pour le faire avancer car, s'il s'agit d'une question de survie, il s'agit aussi d'une question de démocratie.

Je voudrais conclure à ce propos par la lecture de quelques lignes écrites par Claude Julien dans *Le Monde diplomatique*: « Dans les pays où elle existe, la démocratie n'a pas encore pleinement réussi à faire respecter les droits individuels de 1789. Elle est loin de faire prévaloir les droits économiques et sociaux conquis de haute lutte aux XIX^e et XX^e siècles: santé, éducation, travail, etc. Et voilà qu'il lui faut s'emparer d'une troisième génération de droits: droits à l'environnement, à la paix, etc., qui s'imposent désormais dans la conscience mais restent à définir, à codifier, à faire ratifier — nécessairement à l'échelle mondiale. »

Chacune des trois générations de droits s'affirme contre des privilèges: privilèges féodaux, d'abord; puis privilèges d'un patronat de droit divin et d'une bourgeoisie souvent parasitaire; et enfin, maintenant, privilèges des grandes firmes et des États, qui, sans l'aval des peuples souverains, jamais consultés sur ce point, empoisonnent et détruisent le patrimoine commun de l'humanité: la Terre elle-même. La démocratie politique restera fragile aussi longtemps qu'elle n'aura pas conduit à une démocratie économique. La souveraineté des citoyens doit s'exercer sur l'utilisation des richesses de la nature, sur leur protection au nom de l'intérêt général, sur les entreprises qui les dilapident. » (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, het verheugt ons dat het voorstel van resolutie over de bescherming van het tropisch regenwoud vandaag in openbare vergadering wordt behandeld en wellicht ook zal worden aangenomen.

De besprekingen in de commissie werden inderdaad over vele maanden gespreid, maar konden gelukkig nog vóór het zomerreces worden afgerond. Ik dank de collega's die aan het debat hebben deelgenomen, ook al waren wij het niet altijd over alles eens. Ik dank in het bijzonder de collega's die door het indienen van amendementen het voorstel hebben aangevuld en verrijkt. Het belang en de actualiteit van deze resolutie staat natuurlijk buiten kijf, zoals reeds door de andere sprekers werd gezegd.

Dank zij de modernste technische middelen slagen wij erin vandaag een massa informatie in te winnen over onze planeet en over de ontwikkeling ervan. Wij kunnen vaststellen, en vrij precies meten, in welke mate bijvoorbeeld de woestijn voortschrijdt en het bosareaal inkrimpt. Nog geen maand geleden stonden de kranten bol van nieuwe alarmerende berichten over de snelle vernietiging van het tropisch regenwoud. Wij zijn er ons natuurlijk van bewust dat de bescherming van de wouden in het algemeen, en van het tropisch regenwoud in het bijzonder, slechts één van de factoren is die de bewaring van de planeet kunnen beveiligen.

Ik wens hier toch op te merken dat, wanneer wij het hebben over de bewaring van de planeet, het uiteraard niet alleen gaat om het woud zelf, maar om ons aller toekomst. In dat verband verwijs ik naar een aantal gegevens die ik ook in de commissie heb naar voren gebracht, onder meer een recent onderzoek van een Braziliaanse universiteit, gevestigd te Piracicaba waaruit is gebleken dat het behoud van het Amazonewoud van levensbelang is voor het behoud van een gematigd klimaat bij ons. Uiteraard gaat het ons zeer in het bijzonder om al die volkeren die in en van het tropisch regenwoud leven.

Op dat punt moet ik collega De Belder enigszins tegenspreken, omdat hij zegt dat dit in het voorstel van de resolutie, in de beschrijving van de situatie, niet is vermeld. Ik verwijs naar pagina 2 bovenaan, waar wij het verhaal brengen van een Indiaanse hoofdmans die naar Brussel kwam om het op te nemen voor het tropisch regenwoud omdat het zijn leefgebied is. Ik verwijs ook naar de gegevens in verband met Irianjaja, het Indonesische deel van Nieuw Guinea waar de Indonesische autoriteiten een oorlog voeren tegen de Papoea's die de proporties van een ware volkenmoord dreigt aan te nemen met als enig doel door ontbossing de vestiging mogelijk te maken van meer dan 1 miljoen Javaanse kolonisten. Ook op pagina 3, bovenaan, hebben wij het uitdrukkelijk over de interne binnenlandse kolonisatie die in een aantal landen plaatsheeft, onder meer in Brazilië en die gebeurt ten nadele van de bevolkingsgroepen die leven in de tropische regenwouden.

Zonder in detail te willen ingaan op de juiste draagwijdte — dit werd reeds door andere sprekers gedaan — wens ik er toch de aandacht op te vestigen dat deze resolutie, van zodra ze is aangenomen, niet zomaar een vrijblijvende resolutie is. Een aantal bepalingen ervan vallen immers rechtstreeks onder de verantwoordelijkheid van de nationale regering. Zij zijn in zekere zin ook een oproep tot de Gewesten. Ik weet wel dat het nationale Parlement geen enkele controle heeft op de regeringen van het Vlaamse en het Waalse Gewest en van het Brusselse Hoofdstedelijk Gebied. Bepaalde aanbevelingen van deze resolutie kunnen door collega's in de betrokken raden wel degelijk worden opgevolgd. Om deze reden hadden wij ons in eerste instantie nogal sterk toegespitst op al die elementen in de resolutie waarover wij uitdrukkelijk het eigen beleid konden aanspreken. Hierdoor kon worden vermeden dat er wel plechtige oproepen worden gedaan, maar dat niemand ter verantwoording kan worden geroepen.

Als wij het in het kader van internationale relaties, waarin België een eigen verantwoordelijkheid heeft, hebben over de schuldenlast in bilateraal verband en als wij het concreet hebben over oriëntatie van ontwikkelingsgeld, beschikken wij over twee elementen waarover de regering achteraf kan worden geïnterpelleerd. Het betreft namelijk de positieve steun aan projecten die bijdragen tot het herstel van de bossen en de deelname aan projecten die het tropisch regenwoud bedreigen in de

gebieden waar de Belgische ontwikkelingssamenwerking actief is. De regering kan — en wat ons betreft, zal — hiervoor ter verantwoording worden geroepen.

De derde bepaling in het kader van de internationale relaties, namelijk de spoedige en drastische beperking van de invoer van tropische houtsoorten, is evenmin vrijblijvend. Wij verzoeken de regering hiermede uitdrukkelijk maatregelen te nemen.

Collega's hebben hier verwezen naar de *International Timber Trade Organisation* en naar het *Tropical Forest Action Plan*, dat in samenwerking met ITTO is opgesteld. Uit een zeer recent rapport van het Europees Parlement blijkt echter dat slechts één procent van de internationale houtkap waarop ITTO controle heeft, beantwoordt aan de principes van verantwoord bosbeheer. Wij staan dus nog nergens wat betreft de aanpassing van internationale industriële houtkap aan de vereisten van een ecologisch verantwoord bosbeheer. Daarom hebben wij, aansluitend bij het rapport van het Europees Parlement, geëist dat de invoer van tropische houtsoorten sterk aan banden wordt gelegd. Indien deze verder evolueert in het huidige tempo zullen wij niet tijdig alle voorbereidende maatregelen kunnen nemen om een verantwoord ecologisch bosbeheer mogelijk te maken. Wij achten deze bepaling daardoor van cruciaal belang.

Tenslotte wens ik even in te gaan op de amendementen van de heren Henneuse en Eicher. Ik heb daarstraks reeds gezegd dat het mij verheugt dat deze amendementen werden ingediend. Zij sturen vooral aan op de uitwerking van een internationale overeenkomst voor het nemen van maatregelen die de vrijwaring van het klimaat op onze planeet tot doel hebben en waarbij vooral aandacht uitgaat naar de strijd tegen de uitstoot van gassen, vooral koolmonoxyde en kooldioxyde die zeer schadelijk zijn voor het milieu.

Wij zijn daar graag op ingegaan omdat het hier gaat om een aanvullende component voor de bescherming van het regenwoud. De produktie van zuurstof is inderdaad ook een belangrijke functie van het tropisch regenwoud. Het is interessant op te merken dat uit de gegevens van het *World Watch Institute*, die collega De Belder hier ook heeft vermeld, blijkt dat in bepaalde ontwikkelingslanden de ontbossing de CO₂-uitstoot meer doet toenemen dan het verbranden van fossiele brandstoffen. Hieruit blijkt nogmaals het belang van het behoud van het tropisch regenwoud.

Mijnheer de Voorzitter, ik besluit mijn uiteenzetting met een sterke oproep tot de Senaat — hoe zwak wij op het ogenblik ook vertegenwoordigd zijn, in elk geval wordt mijn oproep in de *Parlementaire Handelingen* opgenomen — om niet alleen deze resolutie goed te keuren, maar er vooral in de toekomst op toe te zien dat de verantwoordelijken van de nationale regering inderdaad de richtlijnen en de oriëntatie van deze resolutie omzetten in een concrete praktijk, in een concreet politiek beleid. Ik reken er dan ook op dat wij even eensgezind zullen zijn als in de commissie als het erop aankomt de regering ter zake te controleren. (Applaus.)

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion, je la déclare close.

Wij stemmen later over het voorstel van resolutie.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur la proposition de résolution.

Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Mesdames et messieurs, je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (Assentiment.)

De Senaat vergadert opnieuw vanmiddag te 15 uur.

Le Sénat se réunira cet après-midi à 15 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten te 12 h 55 m.)

(La séance est levée à 12 h 55 m.)

